

AUTOMNE 1986
VOLUME 1 NUMÉRO 3

INSTITUT
CANADIEN POUR
LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ
INTERNATIONALES

PAIX ET SÉCURITÉ

L'INDE ET LA BOMBE

*Une course aux armements
avec le Pakistan?*

Sheldon Gordon présente le débat qui existe en Inde sur l'acquisition possible d'armes nucléaires par ce pays.

Patrick Keatley cite des signes attestant que la politique menée par M. Reagan dans les Caraïbes risque de faire boomerang.

John Walker examine la couverture que les médias canadiens ont accordée à la décision ambivalente prise par l'OTAN en 1979.

Dans le présent numéro:

■ La danse éternelle du dieu hindou Siva, qui tient dans ses mains le tambour de la création et le feu de la destruction, symbolise parfaitement toute la puissance que l'atome recèle.

L'article de **Sheldon Gordon** sur les risques de course aux armements nucléaires entre le Pakistan et l'Inde tombe particulièrement à point, compte tenu des faits récents.

Pendant l'été 1985, le premier ministre de l'Inde, M. Rajiv Gandhi, a affirmé que le Pakistan était sur le point de construire des armes nucléaires et il a annoncé en août de cette même année que l'Inde était en mesure de produire du plutonium chez elle. Aux yeux du Pakistan, l'Inde faisait alors un pas important pour accroître son arsenal nucléaire.

Au cours de l'été 1986, les deux superpuissances sont intervenues auprès du Pakistan en condamnant son programme nucléaire. L'ambassadeur soviétique à Islamabad a remis un message aux autorités pakistanaïses dans lequel l'URSS disait qu'elle ne tolérerait pas l'acquisition d'armes nucléaires par le Pakistan. En juillet, les États-Unis ont menacé de priver le Pakistan de toute aide militaire et économique s'il se dotait d'armes nucléaires.

L'Inde et le Pakistan ont tout intérêt à demeurer juste sous le seuil nucléaire. Il semble, cependant, que chaque pays désire conserver cette option, car de part et d'autre on s'efforce de se procurer tous les moyens et les éléments nécessaires pour produire des bombes atomiques; aucun des deux adversaires ne veut se faire surprendre par l'autre.

C'est le dernier numéro de *Paix et Sécurité* dont je dirige la production en tant que rédactrice en chef. **M. Michael Bryans**, qui possède une gamme impressionnante de compétences, me succède dans le poste. Il vient de passer une année à *John F. Kennedy School of Government* de Harvard où il a étudié les affaires internationales et l'administration publique. Il a par ailleurs travaillé pendant douze ans à l'ONF et c'est au sein de cet organisme qu'il a récemment pris part à la création et à la réalisation de la série *WAR* de Gwynne Dyer. Il a produit deux des épisodes et a été réviseur associé du livre inspiré par la série.

Dianne DeMille
Rédactrice en chef

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

307, rue Gilmour
Ottawa (Ontario)
K2P 0P7
(613) 990-1593

■ *Paix et sécurité* paraît tous les trois mois; ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions susmentionnées. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.

Les textes de ce bulletin peuvent être reproduits, pourvu que la source en soit mentionnée.

Autorisation à venir pour acheminement par courrier de la deuxième classe Port payé à Ottawa.

Bureau de rédaction

Nancy Gordon, David Cox,
Mary Taylor, John Walker

Rédactrice

Dianne DeMille

Présentation et production

The Spencer Francey Group,
Toronto/Ottawa

Version française

Sogestran inc. (Denis Bastien)

ISSN 0831-1846

Membres du conseil d'administration

William Barton, *Président*
Margaret Fulton, *Vice-présidente*
Norman Alcock
Christoph Bertram
George Bell
Harriet Critchley
Gwynne Dyer
William Epstein
Albert Legault
Joanna Miller
Geoffrey Pearson
John Sigler
Paul Warnke
Lois Wilson
Gerald Wright

TABLE DES MATIÈRES



2 L'INDE ET LA BOMBE :

Une course aux armements avec le Pakistan? Par Sheldon Gordon

4 LES LENDEMAINS DE LA GRENADE :

La politique américaine dans les Caraïbes. Par Patrick Keatley

6 LA PRESSE CANADIENNE :

L'étude d'une question clef. Par John Walker

■ **Sheldon Gordon** siège au conseil de rédaction du *Globe and Mail*; **Patrick Keatley**, qui est canadien, a été correspondant diplomatique du *Guardian* pendant vingt ans; **John Walker**, autrefois de l'agence Southam News, est membre du conseil de rédaction de l'ICPSI; **Jane Boulden** est auxiliaire de recherche à l'Institut; **Gregory Wirick** est un journaliste pigiste basé à Ottawa.

8 NOUVELLES DE L'INSTITUT

10 CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS *Par Jane Boulden*

11 EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE *Par Gregory Wirick*

12 BIBLIOGRAPHIE

L'INDE ET LA BOMBE :

Une course aux armements avec le Pakistan? Par Sheldon Gordon



Voilà plus de 10 ans, en 1974, des chercheurs indiens ont fait exploser un engin nucléaire à base de plutonium extrait d'un réacteur de fabrication canadienne.

Depuis, le sous-continent indien est le théâtre d'une course non déclarée aux armements nucléaires, course qui risque de conduire au déploiement d'armes atomiques, voire à une attaque préventive contre des installations nucléaires voisines.

■ Malgré les appréhensions du Canada à l'époque, la détonation de ce que les Indiens ont appelé un "engin nucléaire à but pacifique" dans le désert du Rajasthan n'a pas prélué à de nouveaux essais, ni à la production ou au déploiement d'ogives nucléaires par le gouvernement de l'Inde. Mais ces appréhensions n'étaient pas sans fondement, comme on a pu s'en rendre compte au cours des dix années qui ont suivi l'événement.

Feu le premier ministre Indira Gandhi a toujours refusé de faire de l'Inde un État signataire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, prétextant la nature discriminatoire du pacte qui, selon elle, visait à interdire l'arme nucléaire seulement aux pays qui ne s'en étaient pas encore dotés.

L'Inde a poursuivi de donner de l'ampleur à son programme de production d'énergie nucléaire avec la construction de nouveaux réacteurs. On estime dans certains milieux que les réacteurs nucléaires et les usines de retraitement indiens fournissent suffisamment de plutonium pour fabriquer de 50 à 100 bombes par année. Les 5 000 livres de plutonium séparable que l'Inde aurait accumulées dès 1984 permettraient de constituer un arsenal nucléaire comptant autant d'armes que celui de la Grande-Bretagne.

Qui plus est, les forces armées de l'Inde ont les moyens de transporter l'arme nucléaire. Outre ses bombardiers *Canberra* et *Jaguar*, l'Inde possède des missiles balistiques à moyenne portée, fruits de son programme spatial. Mais tandis que ces réalisations techniques démontraient clairement le potentiel nucléaire de l'Inde, les intentions du gouvernement restaient difficiles à cerner.

Si c'est la Nouvelle-Delhi qui a fait surgir la rivalité nucléaire sur le sous-continent, Islamabad l'a rendue plus intense par ses efforts de rattrapage. Au cours des dernières années, le Pakistan a réuni et assemblé sous cape les composantes d'une installation d'enrichissement de l'uranium, élément clé de tout programme d'armement; le numéro un de la recherche atomique au pays a déclaré fièrement l'an dernier que le Pakistan pourrait construire une bombe nucléaire s'il le fallait.

La nucléarisation subreptice du Pakistan aurait alarmé l'Inde dans tous les cas de figure. Mais le phénomène est d'autant plus inquiétant pour la Nouvelle-Delhi qu'il intervient malgré les tentatives multiples – et infructueuses – faites ces dernières années pour résoudre les autres litiges entre les deux pays.

Les plaies mal cicatrisées causées par la partition du sous-continent, les trois guerres indo-pakistanaïses et la scission du Pakistan, ont été autant d'obstacles aux ouvertures diplomatiques des dernières années.

La surenchère des propositions visant la signature de traités de paix ou d'amitié n'a pas vraiment abouti. L'appartenance contestée du Cachemire donne lieu périodiquement à des tempêtes d'invectives – parfois ponctuées d'obus – qui continuent d'attiser la méfiance entre les deux pays, tout comme la volonté que semble afficher le Pakistan de fournir un sanctuaire, des armes et une formation aux séparatistes Sikh qui font des incursions dans l'État indien du Punjab en proie à des troubles graves.

La tension ainsi engendrée a pour effet de neutraliser la bonhomie passagère présente aux conférences au sommet indo-pakistanaïses et les efforts entrepris à l'échelle bilatérale et régionale pour multiplier les échanges commerciaux, les liaisons de transport et d'autres rapports. La méfiance s'est à ce point enracinée que l'inimitié est devenue automatique. Dans ce contexte, la nucléarisation apparaît à la fois comme un symptôme et une cause de la tension dans le sous-continent.

Les bruits circulant depuis deux ans et voulant que le Pakistan soit prêt, sinon décidé, à exécuter un essai nucléaire ont suscité un vif débat en Inde, superpuissance de l'Asie méridionale, sur la réaction à adopter face à une telle éventualité. En raison du secret qui entoure toute question de sécurité nationale et de la complexité de tout ce qui touche à la science nucléaire, le débat n'intéresse qu'un nombre restreint d'hommes politiques, de militaires, d'universitaires et de journalistes.

D'un côté se range le complexe militaire-industriel-scientifique du pays. Krishnaswamy Subrahmanyam, Directeur de l'*Institute for Defence Studies and Analyses*, est sans doute le représentant le plus ardent de l'école pro-nucléaire. Parfois appelé à conseiller le ministère de la Défense, M. Subrahmanyam se qualifie d'opposant farouche de l'arme atomique, mais par réalisme, il se

voit contraint de favoriser la création éventuelle d'un arsenal nucléaire dans son pays.

"L'obsession de l'arme nucléaire s'est transformée en culte fondé sur l'irrationnel absolu", affirme-t-il, "mais lorsque la folie règne autour de soi, on ne s'impose pas avec la raison." M. Subrahmanyam favorise donc une démarche ambivalente pour son pays: l'Inde devrait militer pour le désarmement international tout en constituant son propre arsenal afin "d'établir sa crédibilité" auprès des cinq puissances nucléaires connues – les "Dacoïts nucléaires" (mot hindi signifiant "bandit", "scélérat").

M. Subrahmanyam reconnaît que l'Inde est en avance sur le Pakistan dans cette course régionale aux armements nucléaires, mais il soutient que ce dernier "représente une plus grande menace pour l'Inde que le Pacte de Varsovie pour le Canada". À première vue, cette affirmation semble douteuse. En effet, l'Inde pourrait mettre en danger les principales villes et les installations nucléaires du Pakistan avec un arsenal d'à peine dix bombes, tandis que le Pakistan aurait besoin d'une centaine d'engins pour riposter contre les agglomérations et les centres militaires de l'Inde.

Mais si la stratégie d'Islamabad consistait simplement à détruire les concentrations militaires indiennes menaçant les frontières du Pakistan et à décourager toute contre-attaque, il lui suffirait alors de posséder quelques bombes et de convaincre l'Inde qu'un nombre indéterminé d'engins sont déployés pour une seconde frappe. Dans l'hypothèse où l'Inde n'aurait assemblé aucune bombe et verrait toutes ses installations nucléaires détruites par une première frappe pakistanaïse, cette stratégie aurait toutes les chances de réussir.

Pour prévenir cette éventualité, feu le premier ministre Indira Gandhi aurait envisagé une attaque par

moyens classiques pour détruire les installations nucléaires du Pakistan avant que celui-ci ait eu le temps de mettre au point sa propre bombe.

Mais l'attaque n'a jamais eu lieu, et Rajiv Gandhi, fils et successeur d'Indira, a conclu avec le président pakistanais Mohammed Zia Ul-Haq en décembre dernier, un accord aux termes duquel chacune des parties s'est engagée à ne pas attaquer les installations nucléaires de l'autre.

"Bombarder leurs installations nucléaires serait d'une stupidité criminelle", dit M. Subrahmanyam. "Ils riposteraient en bombardant les nôtres, et nous avons beaucoup plus à perdre puisque leurs installations

sont alimentées en uranium, tandis que les nôtres fonctionnent au plutonium" (qui pose un bien plus grand danger).

En revanche, les faucons ont persuadé M. Gandhi de rejeter l'offre du Pakistan suivant laquelle chaque pays consentirait à faire inspecter ses installations nucléaires – soit par l'autre, soit par des États tiers – afin de garantir que les matériaux fissibles destinés à un usage pacifique ne servent pas à des fins militaires. M. Gandhi prétend qu'il est facile de déjouer ce type de surveillance, mais il est probable que son gouvernement cherche surtout à se ménager toute liberté de manoeuvre.

Tandis que M. Subrahmanyam et d'autres faucons veulent que le premier ministre Gandhi ne se prive d'aucune option, le professeur Dharendra Sharma du *Centre for Studies in Science Policy*, à l'Université du Jawâharlâl Nehru, réclame une répudiation inconditionnelle de l'arme nucléaire. Le *Committee for a Sane Nuclear Policy* (COSNUP) qu'il dirige et qui regroupe deux juges retraités de la Cour suprême, une poignée de députés, quelques officiers à la retraite et plusieurs écrivains et universitaires très en vue, a demandé que l'Asie du Sud soit déclarée région dénucléarisée.

Ces militants anti-nucléaires ont pris peur lorsque M. Gandhi, de passage à Paris pendant l'été de 1985, a fait certaines déclarations laissant sous-entendre que l'Inde pourrait assembler et déployer sous cape des armes nucléaires comme parade aux mesures prises par le Pakistan. Le professeur Sharma soutient qu'une telle politique clandestine serait contraire à une loi votée par le Parlement en 1962 et stipulant que le programme nucléaire de l'Inde ne doit servir qu'à des fins pacifiques.

Le COSNUP a été rassuré par une déclaration ultérieure de M. Gandhi à Tokyo, déclaration qui semblait démentir les propos qu'il avait tenus à Paris. Mais le Comité, qui affirme avoir contribué à ce revirement, craint toujours que les "intérêts militaro-industriels" l'emportent sur la "voix de la raison" et transforment un jour l'Inde en un État doté d'armes nucléaires.

Le professeur Sharma réfute l'argument voulant que la menace exercée par le Pakistan justifie la nucléarisation de l'Inde. "Nous ne sommes menacés par aucun pays", soutient-il. "Le Pakistan ne peut survivre que grâce à la bonne volonté de l'Inde ou à la caution d'une superpuissance. Ces deux conditions n'existaient pas à l'époque de la guerre de 1971. C'est notre pays qui est en faute. C'est nous qui avons acculé le peuple pakistanais à cette solution suicidaire. C'est nous qui avons lancé le programme nucléaire. Or, le bien-être de l'Asie du Sud nous incombe dans une certaine mesure."

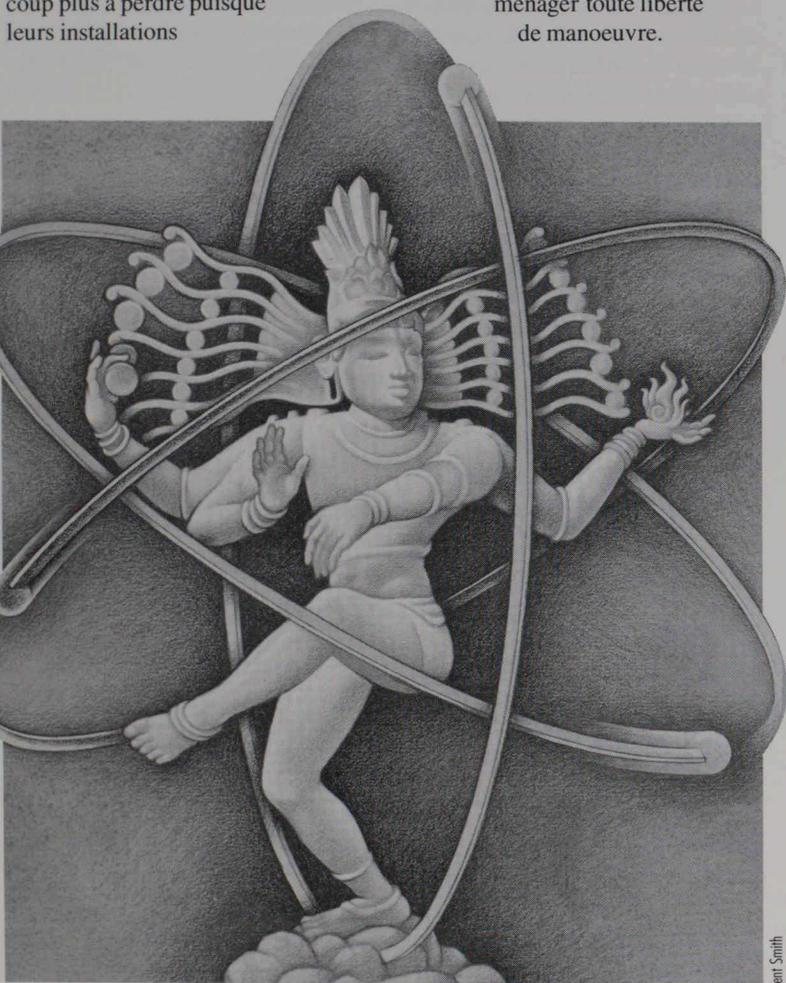
Le professeur Sharma est persuadé que le programme indien de production d'énergie nucléaire a surtout été lancé pour "épater les pauvres". Il

soutient que la production énergétique s'est avérée si faible et si coûteuse que seules des visées militaires peuvent expliquer que l'Inde ait affecté une part démesurée de ses ressources peu abondantes à ce programme. Le professeur Sharma croit en outre que les armes nucléaires serviront beaucoup plus à accroître le prestige international de son pays qu'à favoriser sa sécurité. "Notre but est d'accéder au rang des superpuissances dès 1995. Le jour où nous aurons des fusées nucléaires, les États-Unis seront obligés de nous respecter."

Quelles que soient les décisions futures de l'Inde en matière d'armements nucléaires, elles seront probablement enveloppées du secret le plus complet. Les budgets de la défense et de l'énergie atomique n'ont jamais été débattus au Parlement indien. L'option nucléaire a fait l'objet de certaines discussions dans la presse indienne, et l'élite du pays apporte un appui considérable au gouvernement qui joue un rôle de tout premier plan dans l'initiative de désarmement des cinq continents, laquelle s'adresse aux superpuissances. Mais le COSNUP mis à part, le public semble se poser peu de questions sur le rôle de l'Inde dans la prolifération nucléaire.

M. Subrahmanyam explique en ces termes le détachement qu'affiche l'opinion indienne face à la question nucléaire: "Tout débat est fonction des connaissances qui l'animent. Si l'opinion du pays n'est pas suffisamment informée, le débat sera forcément limité." Mais le professeur Sharma riposte que le gouvernement a créé un climat défavorable à l'expression de tout sentiment anti-nucléaire: "Nous n'avons pas encore atteint ce stade de développement où il est possible de s'opposer au militarisme sans qu'on vous accuse de manquer de patriotisme." □

M. Sheldon Gordon est un spécialiste de l'actualité internationale qui écrit pour le conseil de rédaction du Globe and Mail. Il a passé deux mois en Inde au début de la présente année grâce à une bourse que lui avait décernée l'Asia Pacific Foundation of Canada.



■ En 1974, après que l'Inde eut fait exploser un engin nucléaire, le Canada a suspendu son "accord de coopération" en matière nucléaire avec ce pays. Les représentants indiens ont alors fait valoir que l'uranium qui avait servi à fabriquer le plutonium employé dans la bombe n'avait pas été importé du Canada et que, par conséquent, l'Inde n'avait pas violé l'accord original conclu avec le Canada. En 1976, après avoir tenté en vain d'élaborer un accord qui aurait respecté sa politique de non-prolifération, le Canada a mis fin à toutes ses exportations de matières nucléaires à destination de l'Inde.

Le Pakistan n'était pas disposé, lui non plus, à se plier aux dispositions énoncées dans la politique canadienne de 1974 relative à la non-prolifération. En 1976, notre pays a donc mis fin à sa coopération avec le Pakistan en matière nucléaire. – N.D.L.R.

LES LENDEMAINS DE LA GRENADE :

La politique américaine dans les Caraïbes. Par Patrick Keatley

■ L'histoire nous enseigne que, faute d'avoir su situer leurs intérêts nationaux, les chefs de gouvernement n'ont, par conséquent, pas toujours été en mesure de déterminer où ils devaient exercer des pressions géopolitiques.

■ Après quelques mois passés à voyager dans les États démocratiques anglophones des Antilles, j'en suis venu à la conviction intime que le gouvernement Reagan est l'un de ceux à avoir commis cette erreur élémentaire. Il suffit, pour s'en persuader, d'étudier la stratégie qu'il a mise en oeuvre dans les pays de cette région.

La déclaration que m'a faite le premier ministre de l'un des États insulaires de l'Archipel illustre parfaitement mon propos. "Le président Reagan," m'a-t-il indiqué, "pratique en quelque sorte la diplomatie du boomerang. En effet, toutes les actions entreprises dans la région sur les ordres de Washington par des missions américaines débouchent systématiquement sur des résultats contraires aux buts poursuivis. Pour vous donner un exemple, l'intervention américaine de 1983, initialement conçue pour servir de bouclier contre la pénétration du marxisme dans le bassin des Caraïbes, se retourne aujourd'hui contre nous. Si l'objectif premier des Américains était de protéger la stabilité de nos petites démocraties et d'empêcher qu'elles glissent à gauche, comme ce qui s'est produit à la Grenade, ils n'ont pas du tout choisi la bonne méthode."

J'ai préféré taire le nom du dirigeant qui m'a fait cette déclaration, car jusqu'à présent, les premiers ministres des pays des Caraïbes membres du Commonwealth ne tenaient pas, et nous le comprenons, à faire de leur guerre diplomatique avec Washington une "affaire publique". Tous, à l'exception notoire de M. James Mitchell, premier ministre de Saint-Vincent ayant fait ses études

au Canada, ont accepté de participer au pseudo "Triomphe Romain", mis en scène en février dernier au Queen's Park de la Grenade et d'y jouer le rôle de figurant qui leur avait été attribué. Tous les premiers ministres présents se sont poliment regroupés autour de Reagan pour l'inévitable photographie; seul manquait M. George Chambers, le dirigeant de Trinidad, qui s'est excusé à la dernière minute.

Quelques semaines plus tard, lors de mon passage à Trinidad dans le cadre de ma tournée, l'absence de M. Chambers à cette manifestation m'a été expliquée de façon assez ironique par un éminent rédacteur de la région qui m'a déclaré: George ne tenait pas à faire figure de Caractacus à la veille d'une élection."

Il semble que les mêmes raisons aient conduit le dirigeant de Saint-Vincent, M. Mitchell, à se trouver un bon prétexte pour ne pas assister du tout au sommet de la Grenade. Certains hommes politiques acquièrent un sixième sens qui les met en garde contre les dangers que présente la participation à de telles manifestations. J'ai visité au total une douzaine de capitales antillaises et chaque fois, j'ai eu l'impression que la "bénédiction" de Ronald Reagan n'était plus, pour ces dirigeants, l'atout électoral de jadis. En fait, il apparaît aujourd'hui que le sommet de la Grenade a plutôt nui à leur réputation, compte tenu de la façon dont le président américain les a personnellement associés à sa croisade anti-marxiste en Amérique centrale.

En février dernier, quelque 40 000 Grenadins se sont rassemblés sur un terrain de cricket poussiéreux malgré un soleil de plomb, pour accueillir au son d'un calypso, l'"Oncle Reagan", "le Libérateur". L'appari-

tion de MM. Reagan, Shultz et Weinberger a été saluée par un tumulte d'acclamations, *a priori* très flatteur pour ces trois personnalités. Je ne doute pas que les Grenadins soient encore infiniment reconnaissants aux Américains de leur avoir envoyé, en octobre 1983, une division aéroportée de l'Armée pour les arracher des griffes d'un gouvernement autoritaire à parti unique. Ils ont applaudi chacune des paroles de ce *deus ex machina* qui leur est apparu en chair et en os, véhiculé en l'occurrence dans une limousine à l'épreuve des balles.

Mais comme ce fut le cas pour la photo souvenir, certaines paroles prononcées ce jour-là ont déjà, pour les dirigeants antillais qui entouraient le président Reagan à la Grenade, des effets "boomerang". Même le magazine *Time*, d'allégeance on ne peut plus républicaine, n'a pas hésité à mettre ses lecteurs en garde:

"En fait, le discours prononcé par le président Reagan à la Grenade était destiné aux Américains. Les cinq heures qu'il a passées à la Grenade dans le cadre d'une visite tout à fait extravagante, mais néanmoins parfaitement orchestrée, sont finalement devenues la clé de voûte d'une campagne de publicité à l'appui de ce que l'on appelle désormais la Doctrine Reagan, celle qui consiste, pour les États-Unis, à appuyer tous les "résistants" luttant dans le monde entier contre les gouvernements aidés par l'Union soviétique. En s'adressant à la foule de Queen's Park, le président Reagan ne s'est pas contenté de célébrer la liberté retrouvée à la Grenade; il a profité de l'occasion pour décrier l'oppression qui sévit au Nicaragua."

Quant au correspondant du *London Guardian* à Washington, il a donné de l'événement le compte rendu suivant:

"Malgré les témoignages de loyauté parfois exagérés dont elle a gratifié M. Reagan, la délégation des dirigeants des Antilles anglophones, présidée par le premier ministre de la Grenade, M. Herbert Blaize, n'a rien pu retirer de ce sommet.

"Les premiers ministres ont eu droit au plaidoyer passionné que leur a fait le président Reagan pour dé-

fendre l'aide aux *contras* luttant contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua. Mais cette cause ne semble pas avoir suscité chez eux une quelconque réaction, et pour cause, puisque les 100 millions de dollars que le président américain réclame au Congrès pour financer l'aide aux *contras* l'année prochaine représentent un montant supérieur à l'aide économique totale accordée par les États-Unis aux Antilles au cours des deux dernières années."

Cette dernière critique trouve aussi un écho dans le reportage du *Time* qui va jusqu'à parler de la "rhétorique trompeuse du président" et de ses prédictions optimistes quant à l'avenir de la région des Caraïbes, "qui va très bientôt attirer une foule d'entrepreneurs américains... Il est très encourageant de constater ce à quoi peut donner lieu un environnement où l'on favorise le développement de la libre-entreprise."

Toujours dans le même article, on peut lire:

"Reagan s'est montré optimiste trop vite. En effet, les 74 millions de dollars versés par les Américains au cours des deux dernières années n'ont guère modifié la situation économique de la Grenade, par rapport à ce qu'elle était avant 1983. Les problèmes que connaissait l'île sous la tutelle marxiste sont restés les mêmes: la faiblesse des investissements étrangers, le manque d'efficacité des infrastructures de communications et des réseaux électriques; un taux de chômage élevé: 30 p. 100 pour l'ensemble de la population active et 60 p. 100 parmi les jeunes. À l'origine, la Grenade devait être l'un des principaux bénéficiaires de l'Initiative pour le bassin des Caraïbes, présentée par M. Reagan en 1983... Or l'année dernière, les exportations antillaises à destination des États-Unis ont chuté de 23 p. 100."

Le *Washington Post* a choisi la semaine du voyage de M. Reagan à la Grenade pour publier un reportage sur cette initiative, et il en a qualifié les résultats de "mitigés". L'étude précisait notamment que les importations en provenance des Antilles avaient diminué, alors qu'on avait, au

contraire, enregistré une augmentation de 46 p. 100 pour celles provenant d'autres régions du monde. (Statistiques officielles du *Commerce Department*).

En visitant la Grenade, une île que je connais bien, j'ai été déçu de ne pas trouver trace des fameux investisseurs et commerçants américains promis par M. Reagan. Grâce à une vaste opération de sauvetage, deux hôtels situés sur la très belle plage de Grand Anse, qui avaient été détruits pendant les combats de l'opération aéroportée de 1983 ont pu être rénovés et transformés, et par la même occasion, on a construit un magnifique hôtel qui satisfait pleinement aux normes de qualité internationales et qui porte bien son nom de Ramada Renaissance. Mais contrairement à ce qu'on pourrait penser, il n'a pas été financé par les Américains; c'est un groupe d'investisseurs de Trinidad qui a entrepris de faire ainsi ce qu'il convient d'appeler un "acte de foi". La nouvelle compagnie aérienne, qui porte fièrement le nom de Grenada Airlines et assure la liaison directe avec New York n'a pas, elle non plus, été financée par des dollars américains. Elle a en fait été fondée par un consortium franco-libanais qui envisage de construire un autre hôtel touristique et de l'associer au Ramada pour accueillir des Américains et des Canadiens dans le cadre de voyages organisés.

Au Belize également, à la bordure occidentale des Caraïbes, j'ai retrouvé ce sentiment de schizophrénie que déclenche la très forte présence américaine dans la région. Manuel Esquivel, le jeune pédagogue dynamique récemment élu à la tête d'un régime conservateur, partage entièrement les convictions de M. Reagan quant aux "effets magiques de la libre-entreprise", mais il n'est pas pour autant disposé à se laisser étouffer par l'emprise américaine. Tout comme son ministre des Affaires étrangères, M. Dean Barrow, il n'apprécie guère que Washington ait trouvé le moyen de nommer quelque 55 diplomates dans la petite capitale belizienne de Belmopan.

En ce qui a trait à l'emprise militaire, le faucon reaganien nommé ambassadeur à Belmopan exerce sur le gouvernement du Belize une pression incessante pour que celui-ci fasse passer de 400 à 800 le nombre de jeunes hommes inscrits aux cours de l'Armée américaine.

Pour contrebalancer l'influence américaine dans son pays, M. Esquivel a récemment décidé d'envoyer six élèves-officiers de l'Armée de terre dans des centres militaires canadiens de formation, même si cette initiative représente pour l'État un important débours.

En Jamaïque, j'ai rencontré M. Edward Seaga, chef du gouvernement conservateur, qui m'a avoué être très déçu du manque d'appui des États-Unis. Au moment de son arrivée au pouvoir il y a cinq ans, le premier ministre s'était fait le champion des politiques économiques de M^{me} Thatcher et de M. Reagan et il avait été récompensé par diverses concessions et une aide de 680 millions de dollars, montant qui a diminué constamment depuis. Les fonds promis dans le cadre de l'Initiative Reagan pour le bassin des Caraïbes n'ont jamais été versés, et les mesures protectionnistes adoptées par Washington au printemps dernier ont eu des conséquences dramatiques pour les principales exportations jamaïcaines, notamment le sucre et les produits textiles. Pendant mon séjour dans ce pays, M. Seaga a donné une conférence de presse au cours de laquelle il a exposé avec force ses griefs envers Washington, pour se rendre ensuite au Parlement répéter en public l'essentiel de son discours.

Le sentiment de déception qui prévaut dans les douze territoires des Caraïbes que j'ai eu l'occasion de visiter est donc un élément important dont il faut tenir compte pour évaluer l'impact du plan de sécurité militaire proposé par M. Reagan. La plupart des premiers ministres de la région (à l'exception de M. Blaize, à la Grenade) considèrent désormais que les efforts acharnés déployés par M. Reagan pour s'assurer leur concours dans sa croisade anti-marxiste pourraient représenter un péril fatal sur le champ de mines qu'est le monde politique.

La première victime de cette situation a été le dirigeant conservateur modéré de la Barbade, M. Bernard St. John, qui avait succédé à Tom Adams, après le décès de celui-ci et avait, comme lui, été étroitement lié au "coup de poing aérien" asséné en 1983 par les parachutistes américains à la Grenade. À la première occasion qu'ils ont eu d'exprimer leur opinion sur cette initiative, les électeurs de la Barbade ont renversé les conservateurs modérés dans un raz-de-marée qui a même coûté à M. St. John son propre siège.

Le premier ministre conservateur de Trinidad, M. George Chambers, a très astucieusement commencé à se distancier des États-Unis, en n'assistant pas au rassemblement organisé en février dernier à la Grenade. Par la suite, lorsqu'au cours de l'été dernier, Washington a invité les troupes antillaises à se joindre aux 300 hommes de la 82^e Division aéroportée pour participer à l'exercice naval "Ocean Venture", le gouvernement de Trinidad a carrément décliné l'offre américaine.

À la surprise générale, le dirigeant de Saint-Vincent, l'entrepreneur et hôtelier James Michell, a adopté la même démarche. En effet, il n'est plus aujourd'hui l'un des acolytes de M. Reagan. Il a dit avoir vécu une expérience traumatisante lorsque, pendant une de ses brèves absences de Saint-Vincent, l'ancien président déchu des Philippines, M. Ferdinand Marcos, en a profité pour faire au premier ministre suppléant une offre spectaculaire: Marcos a en effet proposé au dirigeant de Saint-Vincent la somme de 60 millions de dollars pour pouvoir se réfugier en toute sécurité dans l'une des îles reculées des Grenadines. L'offre a finalement été repoussée.

Lors de mon séjour à Saint-Vincent, j'ai eu l'occasion d'entendre, sur

les ondes de la radio nationale, un compte rendu passionnant de l'affaire, prononcé par M. Mitchell. Les relations de complicité entre M. Reagan et M. Marcos ont alerté les dirigeants des Caraïbes. En effet, même ceux qui gouvernent de petites îles n'aiment guère être perçus comme étant de vulgaires pantins.

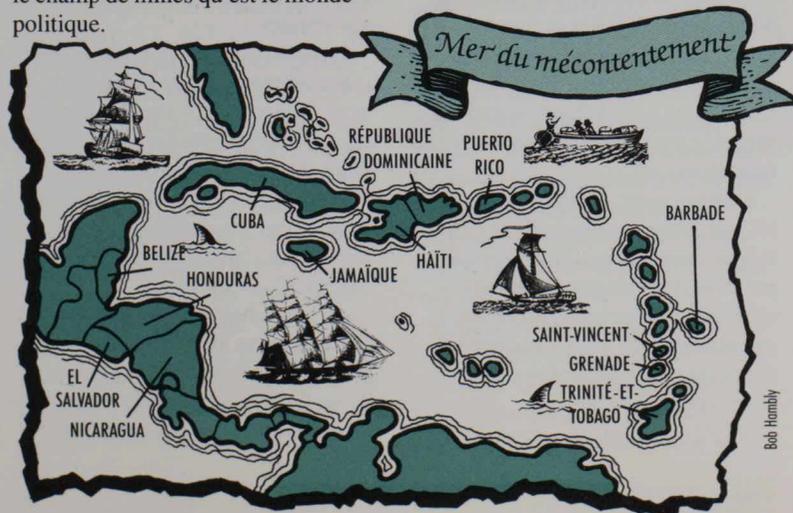
Pendant ma visite à Kingston, en Jamaïque, j'ai compris les raisons qui motivaient l'humeur radieuse du socialiste Michael Manley, ancien premier ministre. Les sondages d'opinion venaient en effet d'accorder 62 p. 100 des voix à son Parti national populaire (PNP), contre 35 p. 100 au conservateur Seaga. Se sentant quelque peu redevable aux Américains des bribes d'aide reçues dans le cadre du plan des Caraïbes, M. Seaga avait accepté d'envoyer un semblant de contingent jamaïcain participer à l'exercice aéronaval *Ocean Venture*, organisé au large de la Grenade. Cette décision politique risque de lui avoir été fatale. Un sondage Carl Stone, qui donne en général des résultats très précis, a fait ressortir que la cote de popularité de M. Seaga avait chuté en flèche peu après qu'il eut pris cette décision.

Même si la prochaine élection n'aura lieu que dans deux ans, M. Manley est quasiment certain de remporter la victoire. Il a mis le thème de la sécurité au centre de son principal discours politique prononcé au lendemain de ces événements:

"Dans les Antilles, ce sont les dirigeants politiques néo-colonialistes de la droite radicale qui représentent la plus grave menace pour notre souveraineté; ils semblent en effet ne plus croire à l'indépendance des pays de la région.

"Cette situation est d'autant plus dangereuse qu'elle coïncide avec l'arrivée au pouvoir d'une administration américaine qui ne se gêne pas pour pratiquer une politique agressive d'hégémonie. L'objectif de M. Reagan est d'asseoir la puissance des États-Unis dans cette région en soutenant les régimes politiques qu'il approuve."

Et voilà le comble de l'ironie, la stratégie de M. Reagan aura eu finalement un effet "boomerang", car les six millions d'habitants des Caraïbes anglophones, seraient prêts, s'il le fallait, à élire un gouvernement de gauche pour protéger leur souveraineté et faire valoir leurs convictions nationales. □



LA PRESSE CANADIENNE :

L'étude d'une question clef. Par John R. Walker

■ Si la vérité est la première victime de la guerre, c'est l'information, souvent, qui est atteinte en temps de paix, ou tout du moins l'information en profondeur, surtout lorsqu'il s'agit de questions comme la limitation des armements et le désarmement.

■ Les correspondants de guerre professionnels existent depuis plus d'un siècle. Mais durant ce temps, combien de correspondants se sont consacrés aux questions de paix et de sécurité, au Canada notamment?

Dans ce bref exposé, je me propose en un premier temps d'analyser un événement particulier dont les effets à long terme sur la paix et la sécurité du Canada se sont avérés considérables, puis d'évaluer dans quelle mesure la presse canadienne a su remplir son devoir, c'est-à-dire renseigner les citoyens canadiens sur les conséquences.

L'événement en question est la décision qu'a prise l'OTAN en décembre 1979 de déployer des missiles de croisière et des missiles Pershing II en Europe à moins qu'intervienne, au cours des trois années suivantes, un déblocage dans le cadre des pourparlers soviéto-américains sur la limitation des armements.

Cette politique dite «double décision» traduisait l'une des résolutions les plus importantes et les plus lourdes de conséquences qu'ait prises l'Alliance de l'Atlantique-Nord depuis longtemps.

C'est ainsi que deux nouveaux éléments sont venus s'ajouter à l'arsenal de l'OTAN: le missile de croisière à longue portée, dont la faible taille et la mobilité créaient de nouveaux problèmes de vérification pour les négociateurs, et une nouvelle variante du missile Pershing, le Mark II, dont la mise en batterie signifiait que pour la première fois, des cibles militaires soviétiques près de Moscou étaient menacées par des missiles américains basés en Europe.

La décision de l'OTAN a exacerbé la tension entre les pays de l'Alliance.

Aux Pays-Bas, en Belgique et au Danemark, l'opinion a fortement réagi contre l'escalade nucléaire en Europe; les gouvernements belge et néerlandais ont dû retarder le déploiement des missiles sur leurs territoires, en attendant le retour au calme.

La décision de déployer de nouveaux missiles tout en poursuivant les pourparlers n'a certes pas facilité les négociations soviéto-américaines sur la limitation des armements, *a fortiori* celles concernant les «euro-missiles». Les négociations sur les INF (forces nucléaires à portée intermédiaire) ont commencé à traîner et en 1983, les Soviétiques ont carrément rompu les discussions.

Enfin, cette décision de l'OTAN, qui ne semblait pas, à première vue, concerner le Canada directement, a été invoquée pour justifier la participation de notre pays au programme d'essai des armes stratégiques américaines. Le 10 février 1983, le Canada a conclu avec les États-Unis un accord global autorisant la mise à l'essai, au-dessus du territoire canadien, de la variante aéroportée du missile de croisière, engin transporté par les bombardiers américains B-52 à long rayon d'action.

Les répercussions de la «double décision» de l'OTAN se font toujours sentir. La question qui se pose maintenant est la suivante: la presse canadienne a-t-elle bien ou mal renseigné le pays sur la décision et ses conséquences?

En deux mots, la réponse est: plutôt mal. Mais nous pourrions développer cette réponse en disant que, par suite de la réaction publique et officielle à la décision, la presse canadienne s'est mise à traiter plus sérieusement des questions de paix et de sécurité au Canada.

On a souvent dit, longtemps après coup, que la nécessité d'implanter des missiles de croisière et des engins Pershing II en Europe est apparue par suite d'une longue allocution prononcée le 28 octobre 1977 à l'*International Institute for Strategic Studies* (IISS) à Londres par le chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt. Il était alarmé par la présence des nouveaux missiles soviétiques SS-20 sur le sol européen et par la possibilité que l'Europe et les États-Unis soient «désunis» en cas de guerre.

C'est en vain que j'ai cherché un compte rendu de ce discours dans les grands journaux canadiens tirés à cette époque. Et plus tard dans l'année, aucun éditorial n'a paru sur les conséquences du discours de M. Schmidt pour la politique de l'OTAN.

En 1978, le grand débat nucléaire portait sur le déploiement éventuel de la bombe à neutrons et sur la pression que l'opinion exerçait sur le président Carter pour l'inciter à renoncer au projet. Les journaux canadiens n'ont fait aucune mention des raisons qui avaient pu motiver le déploiement des nouveaux SS-20 soviétiques. Le Kremlin avait-il seulement prévu la réaction de l'Europe de l'Ouest? S'agissait-il plutôt d'une décision comme une autre, attribuable à l'inertie bureaucratique?

Ce n'est qu'en 1979 que l'OTAN a affiché la volonté de se doter de nouveaux missiles, mais on ne parlait alors que de «modernisation» des forces nucléaires de l'OTAN comme parade au déploiement des SS-20 soviétiques.

Le *Montreal Star* ponctue le trentième anniversaire de l'OTAN en avril 1979 par une série d'articles dans lesquels le général Alexander Haig, commandant en chef de l'OTAN, prône la «modernisation rapide» des forces nucléaires de théâtre pour contrer le déploiement des SS-20 soviétiques.

Au lendemain de la conférence de l'OTAN tenue le 1^{er} juin à La Haye, plusieurs journaux ont fait paraître de brefs communiqués de presse précisant que M. Cyrus Vance, Secré-

taire d'État américain, avait dit qu'on s'était entendu pour «prendre les décisions nécessaires en vue de moderniser» l'arsenal nucléaire de l'Alliance et qu'on avait demandé une nouvelle ronde de négociations sur la limitation des armements.

Certes, le Canada était en pleine période électorale au printemps de 1979, et le gouvernement Clark entraînait progressivement en fonction durant l'été. Mais on était en droit de s'attendre à ce que durant l'automne, alors que se tenaient les discussions décisives de l'OTAN, la presse accordât plus d'attention à la décision imminente.

Du 1^{er} septembre au 13 décembre, après que la conférence annuelle de l'OTAN eut entériné la «double décision», une seule mention pertinente a paru dans le *Globe and Mail*, «journal national du Canada». Il s'agissait d'un paragraphe communiqué depuis Washington et cité au bas d'une colonne d'actualité internationale, à la page 20 du numéro du 5 octobre. On apprenait qu'un «groupe de sommités des pays occidentaux avait approuvé un plan américain visant le déploiement de 572 missiles à tête nucléaire en Europe». Cette décision, «prise la semaine dernière à Bruxelles», devait prélude à l'approbation générale de la politique, à l'assemblée annuelle de l'OTAN en décembre.

Or, c'est précisément en octobre que les parlementaires de l'Alliance de l'Atlantique-Nord se réunissaient à Ottawa. Le *Globe*, reproduisant un bref reportage de l'agence *Canadian Press* sur la séance, a fait mention de la controverse suscitée par ce plan en Europe. Deux autres courts articles dans le *Globe* en novembre ont évoqué les critiques formulées par l'URSS à l'endroit de la décision. Et le 7 décembre, sous la plume de l'ancien éditeur Richard Malone à Bruxelles paraissait un article d'une demi-page sur la nécessité pour l'OTAN de se doter d'urgence de nouveaux missiles afin de contrer l'accroissement de l'arsenal sovié-

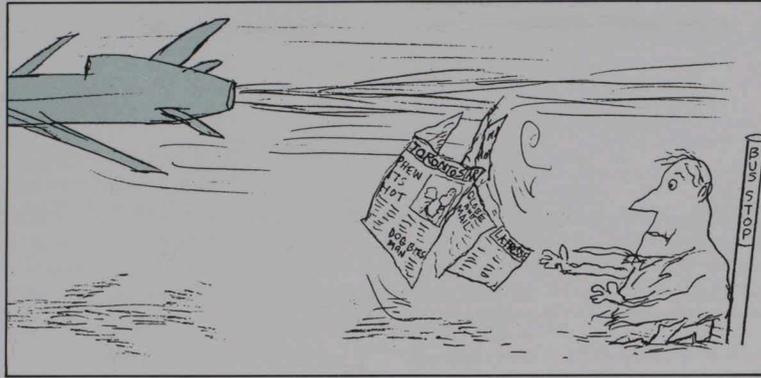
tique. Aucun éditorial ni colonne d'analyse n'a abordé ce sujet pendant tout l'automne. Ajoutons toutefois que, si l'on remonte au 3 avril de cette année-là, la section financière du *Globe* contenait le premier article de taille concernant la société *Litton Systems de Toronto* qui négociait un contrat sur la construction des systèmes de guidage pour missiles de croisière.

Le *Toronto Star* n'a guère brillé, lui non plus. L'entrefilet du 5 octobre, paru précédemment dans le *Globe*, a été publié dans le *Star* quatre jours plus tard. Le 20 octobre, le pigiste Tad Szulc offrait un reportage d'une demi-page sur l'inquiétude suscitée en Europe par la maladresse du président Carter en matière de politique étrangère et par les risques d'intensification de la course aux armements si le déploiement des missiles de croisière et des missiles Pershing II se réalisait. Le 14 novembre, à l'issue d'une réunion du Groupe de planification nucléaire de l'OTAN à La Haye, il y eut un article de quatre paragraphes affirmant que l'OTAN allait devoir prendre "l'une des plus dures décisions de son histoire", à savoir s'il fallait ou non implanter 572 missiles de croisière et Pershing II en Europe comme riposte au déploiement des SS-20 soviétiques.

Nicholas Hills, journaliste pour l'agence Southam à Londres, a écrit un assez long article sur l'offre faite vers la fin d'octobre par le chef soviétique Leonid Brezhnev, qui proposait une réduction des armements à condition que l'OTAN s'abstînt de déployer les nouveaux missiles. Le reportage de M. Hills contenait la seule mention du danger que représentait le déploiement des missiles de croisière. En effet, il a cité un spécialiste américain de la limitation des armements, Herbert Scoville, lequel disait que le déploiement de ces missiles "inaugurerait la mise en oeuvre d'une nouvelle génération d'armes qui défiait presque toute forme de contrôle", tandis que l'implantation des missiles Pershing II en Europe constituait "une mesure provocatrice", étant donné qu'ils seraient à même d'atteindre très rapidement des cibles militaires près de Moscou.

En passant au peigne fin les coupures de presse recueillies dans 26 grands journaux canadiens anglophones et francophones parus pendant l'automne de 1979, je n'ai pu repérer qu'un nombre limité d'articles sur la question, et la plupart se

bornaient à répéter l'argument de l'OTAN, à savoir qu'il s'agissait d'une "simple modernisation". Deux articles de fond ont soulevé d'autres points. L'*Ottawa Journal* (22 octobre) a publié un article du magazine *The Economist*, où l'auteur soutenait que le déploiement des missiles constituait une "mesure raisonnable" pour inciter les Soviétiques à repren-



dre les négociations. Le *Toronto Star* (29 novembre) a publié un reportage de Gwynne Dyer selon qui l'inquiétude de M. Brezhnev à propos des Pershing II pourrait se traduire par une grande "offensive soviétique de paix" en Europe.

Lorsque la décision finale a été approuvée le 12 décembre, très peu d'éditorialistes s'y sont attardés. Dans un éditorial de *La Presse* (19 décembre), Jean Pellerin s'est intéressé à la décision des Pays-Bas de retarder le déploiement des missiles sur leur territoire. Dans un article paru le 17 décembre, l'*Ottawa Citizen* disait que la décision "n'était pas faite pour diminuer les tensions de la guerre froide", mais qu'il n'y avait peut-être pas d'autre solution. Le *Winnipeg Tribune* (15 décembre) disait que l'Europe, tant occidentale qu'orientale, s'était transformée en un gigantesque échiquier où les deux grands, tels des personnages d'Alice au pays des merveilles, s'adonnaient allègrement à un jeu des plus périlleux.

D'après un reportage de l'agence *Canadian Press* diffusé le 27 octobre depuis Ottawa, la quasi-pénurie de commentaires au Canada s'expliquait en partie par l'attitude détachée qu'affichait le gouvernement canadien à l'égard de cet important débat dans l'OTAN. M. McKinnon a annoncé aux journalistes qu'il n'avait pas l'intention de se décider avant la réunion de décembre. Le Parlement n'a manifesté aucun intérêt; une seule question a été posée en Chambre pendant toute la session, et alors

seulement au cours de la semaine qui a précédé la dernière séance à Bruxelles. Et puis, bien entendu, le gouvernement Clark est tombé pendant que se déroulait cette fameuse réunion de l'OTAN; le ministre des Affaires étrangères, M^{me} Flora MacDonald, n'a même pas eu l'occasion de prononcer son discours parce qu'elle cherchait à rentrer au pays

pour le vote fatidique à la Chambre des communes. La décision de l'OTAN fut bientôt oubliée dans le brouhaha de la campagne électorale.

La conclusion qui semble s'imposer est la suivante: vers la fin des années 1970, les journaux canadiens se sont généralement contentés de suivre l'exemple du gouvernement et du Parlement: si Ottawa minimisait une question ou la passait sous silence, la presse faisait de même. Or, en 1979, les journaux européens et certains journaux américains ont couvert la question de façon beaucoup plus informée, voire critique.

En 1980, la presse canadienne s'est d'abord penchée sur l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS et, sur le plan national, elle s'est intéressée au nouveau gouvernement Trudeau. L'attention de la presse américaine était accaparée, aux États-Unis, par la campagne électorale, et à l'étranger, par le sort des otages en Iran, puis par la crise provoquée par le mouvement Solidarité en Pologne.

En 1981, ces questions ont commencé à bénéficier d'une attention plus soutenue, même au Canada. En effet, le nouveau gouvernement Reagan parlait volontiers d'accroître les arsenaux, multipliait les discours anti-soviétiques et minimisait la composante "limitation des armements" de la «double décision» prise par l'OTAN en 1979.

À l'automne, les mouvements pacifistes européens ont commencé à défrayer la chronique canadienne, avec divers articles expliquant pourquoi l'Europe s'inquiétait de

l'escalade nucléaire qui s'accomplissait chez elle. Cette fois-ci, le *Globe* a publié une excellente série d'articles de fond rédigés par l'éditorialiste Stan McDowell sur la course aux armements nucléaires et sur son aboutissement probable.

Mais c'est un article de Don Sellar, travaillant pour l'agence *Southam News* à Washington qui a vraiment ouvert les yeux des Canadiens sur la question. Cet article du 10 mars 1982 révélait que le Canada se préparait à accepter que les missiles de croisière soient mis à l'essai au-dessus de son territoire.

La nouvelle est sortie au moment où le Sous-comité des Affaires étrangères de la Chambre des communes terminait son étude sur la limitation des armements et le désarmement en prévision d'une séance extraordinaire de l'ONU sur le désarmement. Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense ont dû être rappelés aux audiences, les députés se sont tout à coup intéressés de beaucoup plus près à la limitation des armements et à l'OTAN, les mouvements pacifistes sont devenus plus actifs, et la presse canadienne s'est mise à couvrir plus assidûment toutes ces questions. Le *Toronto Star* a consacré toute la première page de son numéro du 10 avril à la course aux armements nucléaires et à la prolifération des groupes pacifistes.

Le débat s'est intensifié au début de 1983, au moment où le Canada s'appêtait à signer un accord global sur la mise à l'essai d'engins militaires américains. Les inquiétudes du public canadien et la couverture que la presse canadienne a accordée à toutes ces questions ont encouragé le premier ministre Trudeau à lancer sa propre initiative de paix en 1984, après l'échec des négociations sur la limitation des armements et le déploiement des premiers missiles de croisière et Pershing II en Europe.

Comparé à la façon épisodique et sommaire dont les journaux canadiens ont couvert en 1979 les questions se rapportant à la sécurité et à la limitation des armements, la presse semble désormais s'efforcer bien davantage d'examiner plus sérieusement ces thèmes difficiles. Elle commence même à soulever des questions, plutôt que de gober tout simplement ce que le gouvernement et l'OTAN lui servent. Ce faisant, la presse favorise le débat sérieux que méritent tant ces sujets. □

Nouvelles de l'Institut

■ Au cours du mois de septembre, la composition du personnel de l'Institut a changé sensiblement. **Harald von Riekhoff**, de l'Université Carleton, et **Michael Tucker**, de l'Université Mount Allison, ont rejoint la Direction de la recherche en tant que membres associés pour l'année 1986-1987. **Fen Hampson**, ancien chercheur boursier au *Harvard Center for Science and International Affairs*, est devenu chercheur adjoint à temps partiel. Deux nouveaux auxiliaires de recherche sont arrivés; en effet, **James Moore**, du MIT et **Francine Lecours**, de l'Université Laval, ont remplacé **Mary Goldie** et **Steven Baranyi**.

■ **Brad Feasey** vient d'obtenir son diplôme de l'Université Carleton et il a travaillé pendant l'été à la Direction des programmes publics, en tant qu'auxiliaire. Les nouveaux membres de cette direction comprennent **Michael Bryans**, qui était rédacteur à l'Institut depuis le mois de juillet, et **Jocelyn Coulon** du journal *Le Devoir*, qui est venu remplacer John Walker en tant que journaliste et membre associé. En outre, **Grazyna Beaudoin** fait désormais partie du personnel de l'Administration des subventions.

■ Le 25 juin, l'Institut a présenté le premier de toute une série de colloques du soir consacrés à des sujets relevant de son mandat. Ce premier colloque a porté sur l'Afrique du Sud, et les débats ont été menés par **Doug Anglin** (Carleton), **David Gallagher** (OXFAM), et **Dan O'Meara** du CIDMAA, centre de recherche et d'information sur l'Afrique australe. Vingt personnes environ étaient présentes et toutes avaient des connaissances sur cette région ou s'y intéressaient. Ces colloques permettront à des membres du gouvernement, à des représentants d'organismes non gouvernementaux et à d'autres personnes intéressées de dialoguer sur les divers thèmes.

■ En juillet, des séances de planification ont eu lieu à l'Institut au sujet de deux projets de recherche.

Activités à venir

Date	Activité	Organisateur(s)	Endroit
2 au 4 octobre	Groupe consultatif sur le désarmement	Ambassadeur au désarmement, Douglas Roche	Ottawa
4 au 5 octobre	Colloque - 'La paix est possible'	Carrefour de solidarité internationale	Sherbrooke, (Québec)
15 au 19 octobre	Atelier sur l'éducation à la paix (Congrès des professeurs de sciences humaines)	Educators for Peace	Saint-Jean (Terre-Neuve)
16 octobre - 15 novembre	La Jeunesse internationale pour la paix et la justice (Tournée)	JIPJ	Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Québec, Nouvelle-Écosse
23 au 25 octobre	Atelier d'auteurs sur l'interdiction complète des essais nucléaires	ICPSI et SIPRI	Montebello
24 octobre	Journée nationale de la paix	Ministère de l'éducation	Québec
5 et 6 novembre	Table ronde sur le Salvador	CAPA	Ottawa
7 et 8 novembre	The True North Strong and Free ?	Council of Canadians	Edmonton

Le 7 de ce mois, les chercheurs étudiant les problèmes de sécurité qui se posent aux petits États des Caraïbes membres du Commonwealth ont discuté de la coopération avec différents instituts des Caraïbes et avec l'*International Peace Academy* dont le siège est à New York. Un rapport et un livre seront publiés à ce sujet dans le courant de 1987. Le 14 juillet, un autre groupe a examiné la possibilité de mener un projet de recherche sur le rôle du Canada dans l'OTAN et d'examiner les choix qui s'offrent à l'Alliance et au Canada.

■ Le 29 juillet, **David Cox**, Directeur de la recherche à l'Institut, a participé à un atelier au Collège Conrad Grebel de Waterloo. Il s'agissait de montrer à quoi pouvait servir une base de données sur la production et l'exportation d'équipements militaires canadiens. La base de données avait été conçue par **Ernie Regehr** du Collège Conrad Grebel, qui avait bénéficié en cela d'une aide financière de l'Institut. À la fin du

mois de juin, M. Cox a assisté à New York à une réunion dont l'objet était de préparer un atelier de recherche qui doit avoir lieu en Finlande au printemps de 1987 et s'intituler "Prévention de la guerre dans un monde multinucléaire". Ce sera l'Institut finlandais des affaires internationales, installé à Helsinki, qui accueillera les participants. Aux États-Unis, le Fonds pour la paix s'est chargé de coordonner les travaux préliminaires du comité international de planification.

M. **Raimo Vaerynen** fait aussi partie du comité de planification; il est professeur de relations internationales à l'Université d'Helsinki et ancien directeur de l'Institut de recherches sur la paix à Tampere en Finlande (TAPRI). Au cours d'un colloque organisé au printemps à Ottawa par l'ICPSI, M. Vaerynen a fait un exposé sur les Nations-Unies et parlé des méthodes de règlement des conflits.

■ En juin, l'Institut a parrainé à Ottawa un colloque sur les moyens de favoriser la coopération dans

les services d'information. Les vingt bibliothécaires et personnes-ressources qui étaient présents et qui venaient tous d'instituts s'intéressant tout spécialement à la paix et à la sécurité, ont examiné les différentes manières de coopérer et de partager leurs ressources.

La bibliothèque de l'Institut met une petite collection d'ouvrages à la disposition de bibliothèques publiques régionales soigneusement choisies.

■ **M. Geoffrey Pearson**, Directeur général de l'Institut, a assisté à une conférence organisée par l'*International Institute for Strategic Studies* et s'étant tenue à Kyoto (Japon) au début de septembre. Les participants ont étudié un certain nombre de questions regroupées sous le thème général suivant: L'Asie de l'Est, l'Occident et la sécurité internationale: perspectives de paix.

■ Le secrétaire-trésorier de l'Institut, M. **John Toogood**, a joué le rôle de modérateur au cours d'une réunion-

débat parrainée par le Centre de ressources pour la paix, à Ottawa, et présentée à l'Université Saint-Paul, à la fin du mois de juin. Les discussions ont concerné les négociations menées par les superpuissances sur les armes nucléaires; les participants étaient **M. John Lamb**, du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, le major-général **Leonard Johnson** (Ret.), du mouvement *Veterans for Multilateral Disarmament*, **M. Viacheslav Bogdanov**, deuxième secrétaire de l'ambassade d'URSS, et **M. Robert Montgomery**, premier secrétaire de l'ambassade des États-Unis.

■ En août, M^{me} **Beth Richards**, de la Direction des programmes publics, a assisté à un atelier sur l'éducation à la paix et elle y a pris la parole. C'est la Fédération des enseignants de la Colombie-Britannique (BCTF) qui a accueilli les participants à Vancouver. Cet atelier avait lieu dans le cadre du congrès de la Confédération mon-

diale des organismes de la profession enseignante (WCOTP). Le congrès a rassemblé des délégués de plus de cinquante pays et était parrainé conjointement par la BCTF, la WCOTP et la Fédération canadienne des enseignantes et enseignants.

En septembre, M^{me} Richards a également pris la parole au cours d'une conférence donnée à l'Université Wayne State de Détroit; cette conférence intitulée *Arms Control and Alternative Security* était présentée par le *Great Lakes Women's Network*.

■ L'Institut vient de publier une *Introduction aux politiques canadiennes sur la limitation des armements, le désarmement, la défense et la solution des conflits*. Cette *Introduction* renferme un sommaire qui aborde environ quarante sujets allant du Traité ABM aux exportations d'uranium. Pour obtenir des copies prière d'écrire à l'Institut.

NOUVEAU PROGRAMME DE SUBVENTIONS

L'Institut va présenter cet automne un nouveau programme de subventions. Il va ainsi débloquent des fonds grâce auxquels des savants aussi bien que des non-universitaires pourront revenir aux études sur la paix et la sécurité internationales ou entamer de telles études pour la première fois. Le programme de subventions vise à:

■ offrir un montant de 25 000 \$ chacune et cinq bourses d'étude d'une valeur maximale de 14 000 \$ chacune. Le montant exact de chaque bourse et le nombre des bourses dans chaque catégorie seront fixés par un comité de sélection indépendant.

■ L'Association des universités et collègues du Canada (AUCC) est chargée de s'occuper de ce programme au nom de l'Institut. La date

PROGRAMMES PUBLICS – Premier trimestre de l'année 1986-1987

British Columbia Teachers' Federation , Vancouver. Colloque sur l'éducation pour la paix, 9 au 12 août 1986.	2 700 \$
Canadian Council for the Tent of Meeting , Ottawa. <i>Tent of Meeting</i> , 15 mai au 30 juin 1986.	2 500
Institut canadien des études stratégiques , Toronto. Compte rendu de deux colloques annuels, automne 1986 au printemps 1987.	4 000
Centrale de l'enseignement du Québec , Montréal. Éduquer à la paix, c'est contribuer à bâtir la paix, 24 octobre 1986.	40 000
Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (CIDMAA) , Montréal. Séminaire d'information et de sensibilisation sur l'apartheid, avec Monseigneur Tutu, 26 mai au 2 juin 1986.	5 000
Conseil pour l'unité canadienne , Ottawa. <i>Rencontres du Canada</i> , septembre 1986 à mai 1987.	9 600
Diocèse de Gatineau-Hull , Hull. Un <i>F-18</i> pour la paix, août 1986 à janvier 1987.	15 000
Educators for Peace , Saint-Jean (T.-N.). Atelier sur l'éducation à la paix, 15 au 19 octobre 1986.	2 000
Conférence du mouvement Faith of the Earth , Ottawa. Publication du compte rendu, août 1987.	10 000
Groupe des 78 , Ottawa. Conférence – Vers une sécurité collective, du 5 au 7 septembre 1986.	10 000
Idea Centre , Winnipeg. Forums sur la paix et le développement, du 1 ^{er} avril 1986 au 28 février 1987.	9 200
Tournée organisée par le mouvement Jeunesse internationale pour la paix et la justice , Montréal, 16 octobre au 15 novembre 1986.	5 000
IV^e Conférence internationale de droit constitutionnel , Sainte-Foy. Paix, relations internationales et respect des droits humains, 10 au 13 juin 1986.	10 000
La coopérative de théâtre des Bois-Francs , Victoriaville. Il y a de la paix sur la planche, septembre à novembre 1986.	5 000
Les productions Vent d'est , Montréal. Mémoire d'une guerre oubliée.	9 900
Marquis Project Inc. , Brandon. Livre intitulé <i>Families Living with Global Awareness</i> , printemps 1987.	4 000
Niagara Peace Movement , Welland. Promotion de la paix en 1986, 9 au 14 septembre 1986.	3 400
Peace Education Coalition , Burnaby. Forums Jeunesse, automne 1986 au printemps 1987.	5 000
PEACEFUND Canada , Ottawa. Création d'un fonds international pour la réalisation de projets axés sur la paix.	5 000
Peace Magazine , Toronto. Diffusion du <i>Peace Magazine</i> .	9 000
Peace Parties Network , Ottawa. Stratégies pour la paix, 1 ^{er} septembre 1986 au 28 février 1987.	2 900
Peace Research Institute , Dundas. Livre intitulé <i>How we Work for Peace</i> , octobre 1985 à septembre 1986.	6 400
Rotary Club of Victoria Harbourside , Victoria. Liens d'amitié avec les Soviétiques, mois d'août ou septembre 1986.	2 000
Science for Peace , Toronto. Exposés publics concernant les études sur la paix, 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1986.	5 000
Service d'information sur le désarmement , Montréal. <i>Calendrier de la paix</i> , août 1986 à juillet 1987.	5 200
	5 000
	7 500
	6 000
	5 000
	2 500
	213 800 \$
FIN DE LA RECHERCHE –	
	10 000 \$
	3 000
	6 637
	2 500
	5 000
	27 137 \$

*Institut canadien pour
la paix et la sécurité internationales*
307, rue Gilmour
Ottawa (Ontario)
K2P 0P7

Nouvelles de l'Institut

■ Au cours du mois de septembre, la composition du personnel de l'Institut a changé sensiblement. **Harald von Riekhoff**, de l'Université Carleton, et **Michael Tucker**, de l'Université Mount Allison, ont rejoint la Direction de la recherche en tant que membres associés pour l'année 1986-1987. **Fen Hampson**, ancien chercheur boursier au *Harvard Center for Science and International Affairs*, est devenu chercheur adjoint à temps partiel. Deux nouveaux auxiliaires de recherche sont arrivés; en effet, **James Moore**, du MIT et **Francine Lecours**, de l'Université Laval, ont remplacé **Mary Goldie** et **Steven Baranyi**.

■ **Brad Feasey** vient d'obtenir son diplôme de l'Université Carleton et il a travaillé pendant l'été à la Direction des programmes publics, en tant qu'auxiliaire. Les nouveaux membres de cette direction comprennent **Michael Bryans**, qui était rédacteur à l'Institut depuis le mois de juillet, et **Jocelyn Coulon** du journal *Le Devoir*, qui est venu remplacer John Walker en tant que journaliste et membre associé. En outre, **Grazyna Beaudoin** fait désormais partie du personnel de l'Administration des subventions.

■ Le 25 juin, l'Institut a présenté le premier de toute une série de colloques du soir consacrés à des sujets relevant de son mandat. Ce premier colloque a porté sur l'Afrique du Sud, et les débats ont été menés par **Doug Anglin** (Carleton), **David Gallagher** (OXFAM), et **Dan O'Meara** du CIDMAA, centre de recherche et d'information sur l'Afrique australe. Vingt personnes environ étaient présentes et toutes avaient des connaissances sur cette région ou s'y intéressaient. Ces colloques permettront à des membres du gouvernement, à des représentants d'organismes non gouvernementaux et à d'autres personnes intéressées de dialoguer sur les divers thèmes.

■ En juillet, des séances de planification ont eu lieu à l'Institut au sujet de deux projets de recherche.

Activités à venir

Date	Activité	Organisateur(s)	Endroit
2 au 4 octobre	Groupe consultatif sur le désarmement	Ambassadeur au désarmement, Douglas Roche	Ottawa
4 au 5 octobre	Colloque - 'La paix est possible'	Carrefour de solidarité internationale	Sherbrooke, (Québec)
15 au 19 octobre	Atelier sur l'éducation à la paix (Congrès des professeurs de sciences humaines)	Educators for Peace	Saint-Jean (Terre-Neuve)
16 octobre - 15 novembre	La Jeunesse internationale pour la paix et la justice (Tournée)	JIPJ	Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Québec, Nouvelle-Écosse
23 au 25 octobre	Atelier d'auteurs sur l'interdiction complète des essais nucléaires	ICPSI et SIPRI	Montebello
24 octobre	Journée nationale de la paix	Ministère de l'éducation	Québec
5 et 6 novembre	Table ronde sur le Salvador	CAPA	Ottawa
7 et 8 novembre	The True North Strong and Free ?	Council of Canadians	Edmonton

Le 7 de ce mois, les chercheurs étudiant les problèmes de sécurité qui se posent aux petits États des Caraïbes membres du Commonwealth ont discuté de la coopération avec différents instituts des Caraïbes

mois de juin, M. Cox a assisté à New York à une réunion dont l'objet était de préparer un atelier de recherche qui doit avoir lieu en Finlande au printemps de 1987 et s'intituler "Prévention de la guerre dans un

les services d'information. Les vingt bibliothécaires et personnes-ressources qui étaient présents et qui venaient tous d'instituts s'intéressant tout spécialement à la paix et à la sécurité, ont examiné les différentes

Avons-nous les bons renseignements à votre sujet?

Si nous avons des renseignements fautifs, vous nous aideriez beaucoup en remplissant la présente formule.

Mon principal domaine d'intérêt est:

Modification de nom:

- interlocuteur
 organisation
 changement d'adresse

- Ajoutez notre nom sur votre liste
 Rayez notre nom de votre liste
 Déjà sur votre liste

Nom

Organisation ou affiliation

Adresse

Ville

Province (État)

Code Postal

Code Régional

N° de tél au bureau

N° de tél à domicile

Pour obtenir gratuitement d'autres exemplaires:

Titre Français (✓) Anglais (✓) Numéro Quantité

Paix et sécurité				
Exposés				
Opinions				
Autres?				

débat parrainé par le Centre de ressources pour la paix, à Ottawa, et présentée à l'Université Saint-Paul, à la fin du mois de juin. Les discussions ont concerné les négociations menées par les superpuissances sur les armes nucléaires; les participants étaient **M. John Lamb**, du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, le major-général **Leonard Johnson** (Ret.), du mouvement *Veterans for Multilateral Disarmament*, **M. Viacheslav Bogdanov**, deuxième secrétaire de l'ambassade d'URSS, et **M. Robert Montgomery**, premier secrétaire de l'ambassade des États-Unis.

■ En août, M^{me} **Beth Richards**, de la Direction des programmes publics, a assisté à un atelier sur l'éducation à la paix et elle y a pris la parole. C'est la Fédération des enseignants de la Colombie-Britannique (BCTF) qui a accueilli les participants à Vancouver. Cet atelier avait lieu dans le cadre du congrès de la Confédération mon-

diale des organismes de la profession enseignante (WCOTP). Le congrès a rassemblé des délégués de plus de cinquante pays et était parrainé conjointement par la BCTF, la WCOTP et la Fédération canadienne des enseignantes et enseignants.

En septembre, M^{me} Richards a également pris la parole au cours d'une conférence donnée à l'Université Wayne State de Détroit; cette conférence intitulée *Arms Control and Alternative Security* était présentée par le *Great Lakes Women's Network*.

■ L'Institut vient de publier une *Introduction aux politiques canadiennes sur la limitation des armements, le désarmement, la défense et la solution des conflits*. Cette *Introduction* renferme un sommaire qui aborde environ quarante sujets allant du Traité ABM aux exportations d'uranium. Pour obtenir des copies prière d'écrire à l'Institut.

NOUVEAU PROGRAMME DE SUBVENTIONS

L'Institut va présenter cet automne un nouveau programme de subventions. Il va ainsi débloquent des fonds grâce auxquels des savants aussi bien que des non-universitaires pourront revenir aux études sur la paix et la sécurité internationales ou entamer de telles études pour la première fois. Le programme de subventions vise à:

■ encourager le développement des connaissances du Canada dans les domaines de la paix et de la sécurité, et plus particulièrement en ce qui concerne le désarmement, la défense, la limitation des armements et le règlement des conflits; et

■ permettre à des Canadiens d'étudier à l'étranger dans les centres de savoir de leur choix (sous réserve de l'approbation de l'Institut).

Les candidats doivent être citoyens canadiens ou résidents permanents et détenir un diplôme universitaire de premier cycle ou, dans le cas des non-universitaires, posséder une expérience équivalente ou des aptitudes manifestes pour ce genre de travail.

L'Institut a mis de côté une somme de 120 000 \$ pour offrir deux bourses de recherche d'une valeur maxi-

mum de 25 000 \$ chacune et cinq bourses d'étude d'une valeur maximale de 14 000 \$ chacune. Le montant exact de chaque bourse et le nombre des bourses dans chaque catégorie seront fixés par un comité de sélection indépendant.

L'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) est chargée de s'occuper de ce programme au nom de l'Institut. La date limite de réception des demandes a été fixée au 1^{er} février 1987 pour l'année universitaire débutant en septembre 1987. Il faut noter par ailleurs que la bourse ne sera accordée qu'une fois le(la) candidat(e) accepté(e) par l'institution choisie.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires et des formules d'inscription, prière d'écrire à l'adresse suivante:

Services d'administration
des bourses d'études
Association des universités et collèges du Canada
151, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1P 5N1.

PROGRAMMES PUBLICS – Premier trimestre de l'année 1986-1987

British Columbia Teachers' Federation , Vancouver. Colloque sur l'éducation pour la paix, 9 au 12 août 1986.	2 700 \$
Canadian Council for the Tent of Meeting , Ottawa. <i>Tent of Meeting</i> , 15 mai au 30 juin 1986.	2 500
Institut canadien des études stratégiques , Toronto. Compte rendu de deux colloques annuels, automne 1986 au printemps 1987.	4 000
Centrale de l'enseignement du Québec , Montréal. Éduquer à la paix, c'est contribuer à bâtir la paix, 24 octobre 1986.	40 000
Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (CIDMAA) , Montréal. Séminaire d'information et de sensibilisation sur l'apartheid, avec Monseigneur Tutu, 26 mai au 2 juin 1986.	5 000
Conseil pour l'unité canadienne , Ottawa. <i>Rencontres du Canada</i> , septembre 1986 à mai 1987.	9 600
Diocèse de Gatineau-Hull , Hull. Un <i>F-18</i> pour la paix, août 1986 à janvier 1987.	15 000
Educators for Peace , Saint-Jean (T.-N.). Atelier sur l'éducation à la paix, 15 au 19 octobre 1986.	2 000
Conférence du mouvement Faith of the Earth , Ottawa. Publication du compte rendu, août 1987.	10 000
Groupe des 78 , Ottawa. Conférence – Vers une sécurité collective, du 5 au 7 septembre 1986.	10 000
Idea Centre , Winnipeg. Forums sur la paix et le développement, du 1 ^{er} avril 1986 au 28 février 1987.	9 200
Tournée organisée par le mouvement Jeunesse internationale pour la paix et la justice , Montréal, 16 octobre au 15 novembre 1986.	5 000
IV^e Conférence internationale de droit constitutionnel , Sainte-Foy. Paix, relations internationales et respect des droits humains, 10 au 13 juin 1986.	10 000
La coopérative de théâtre des Bois-Francs , Victoriaville. Il y a de la paix sur la planche, septembre à novembre 1986.	5 000
Les productions Vent d'est , Montréal. Mémoire d'une guerre oubliée.	9 900
Marquis Project Inc. , Brandon. Livre intitulé <i>Families Living with Global Awareness</i> , printemps 1987.	4 000
Niagara Peace Movement , Welland. Promotion de la paix en 1986, 9 au 14 septembre 1986.	3 400
Peace Education Coalition , Burnaby. Forums Jeunesse, automne 1986 au printemps 1987.	5 000
PEACEFUND Canada , Ottawa. Création d'un fonds international pour la réalisation de projets axés sur la paix.	5 000
Peace Magazine , Toronto. Diffusion du <i>Peace Magazine</i> .	9 000
Peace Parties Network , Ottawa. Stratégies pour la paix, 1 ^{er} septembre 1986 au 28 février 1987.	2 900
Peace Research Institute , Dundas. Livre intitulé <i>How we Work for Peace</i> , octobre 1985 à septembre 1986.	6 400
Rotary Club of Victoria Harbourside , Victoria. Liens d'amitié avec les Soviétiques, mois d'août ou septembre 1986.	2 000
Science for Peace , Toronto. Exposés publics concernant les études sur la paix, 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1986.	5 000
Service d'information sur le désarmement , Montréal. Calendrier de la paix, août 1986 à juillet 1987.	5 200
Solidarité anti-guerre étudiante , Montréal. Tournée "jeunesse" sur le désarmement nucléaire, 1 ^{er} octobre 1986 au 31 mai 1987.	5 000
Télé-Université , Montréal. Pour comprendre le processus de paix, automne 1986.	7 500
Toronto Volgograd , Toronto. Échange 1986 de délégations, octobre 1986.	6 000
Mouvement canadien pour une fédération mondiale , Ottawa. Campagne canadienne de mondialisation, 1 an.	5 000
Youth Corps , Toronto. Livre intitulé <i>Stories of the Heart: Weaving Peace Together</i> , à partir du 11 mai 1986.	2 500
TOTAL	213 800 \$

SUBVENTIONS DE LA DIRECTION DE LA RECHERCHE – Premier trimestre de 1986-1987

Honderich, John , Toronto. Projet de recherche sur l'Arctique.	10 000 \$
Matthews, Robert et Pratt, Cranford , Université de Toronto. Atelier sur les droits de la personne et les sources des conflits.	3 000
Miljan, Toivo , Université Sir Wilfrid Laurier. Faire des pays nordiques une zone exempte d'armes nucléaires.	6 637
Paul, Derek , Science for Peace. Sondage mené auprès des scientifiques canadiens pour dresser un répertoire de leurs domaines de spécialisation.	2 500
Regehr, Ernie , Collège Conrad Grebel. Base de données sur l'industrie de défense.	5 000
TOTAL	27 137 \$

Condensé sur la limitation des armements

Par Jane Boulden



Les armes chimiques

■ À la réunion du Comité des Plans de défense de l'OTAN, qui s'est tenue dans la semaine du 22 mai 1986, l'Alliance a accepté de prendre en compte la décision américaine de recommencer à fabriquer des armes chimiques dans sa planification relative aux besoins en effectifs. Le Congrès a donné son aval à condition que l'OTAN accorde aussi sa sanction. Les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège ont cependant fait savoir qu'ils interdiraient le déploiement d'une telle arme sur leur territoire, même en période de crise. L'Allemagne s'est dite prête à accepter des armes chimiques chez elle en temps de crise, pourvu qu'elle ne soit pas le seul membre de l'Alliance à le faire. Bien que celle-ci ait consenti à ce que les États-Unis commencent à produire de nouvelles armes binaires, le communiqué diffusé après la réunion a confirmé l'intention de l'Alliance de continuer à faire des efforts pour obtenir une interdiction des armes chimiques à l'échelle de la planète.

L'URSS et les États-Unis affirment toujours vouloir que les armes chimiques soient proscrites dans le monde entier. Les négociations à cet égard se poursuivent à Genève, à la Conférence du désarmement.

SALT II

■ Le 27 mai 1986, le président Reagan a annoncé que les États-Unis démantèleraient deux sous-marins Poseidon. Avec cette décision, les Américains resteront en deçà des limites imposées par le Traité SALT II, mais le président Reagan a précisé que son pays déciderait désormais des déploiements d'armes nucléaires stratégiques en fonction de la nature de la menace brandie par l'URSS, et non plus d'après les plafonds fixés dans les accords SALT II.

L'Union soviétique a répondu en disant qu'une fois que les États-Unis auront dépassé les limites imposées par le Traité SALT II, elle se considérera comme étant affranchie elle

aussi de ces plafonds et de ceux énoncés dans l'Accord provisoire de 1972 (SALT I); elle a ajouté qu'elle augmentera en conséquence ses forces stratégiques pour conserver la parité avec les États-Unis. Par ailleurs, l'URSS a demandé à la fin de juin que la Commission consultative permanente (créée aux termes du Traité de 1972 sur les missiles anti-missiles balistiques) tienne une séance spéciale pour discuter du Traité SALT II. Le 16 juillet 1986, les États-Unis ont accepté d'assister à la séance qui a eu lieu pendant la semaine du 29 juillet à Genève.

Les pourparlers n'ont pas abouti à grand-chose. L'Union soviétique a mis les États-Unis en garde contre les graves répercussions de la décision d'abandonner le Traité SALT II, et elle les a exhortés à convenir de mesures qui enrayeraient l'effritement du système des traités. Les représentants américains ont déclaré que la décision du président Reagan sur SALT II était finale et qu'après la séance d'octobre de la CCP, les États-Unis n'accepteraient plus de discuter des traités SALT I et II devant la Commission et qu'ils s'en tiendraient au Traité sur les missiles anti-missiles balistiques (ABM).

Pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales

■ Le négociateur soviétique Viktor Karpov a esquissé une nouvelle proposition soviétique sur les armes nucléaires stratégiques, à une séance plénière tenue à Genève le 11 juin. Désignant leur offre comme étant une option intermédiaire, les Soviétiques ont proposé de limiter à 8 000 le nombre des "charges" nucléaires stratégiques, et à 1 600, celui des vecteurs. Détail intéressant, la nouvelle proposition incluait dans les nou-

veaux totaux les missiles de croisière lancés depuis un sous-marin. Elle excluait les systèmes américains déployés en Europe, mais elle demandait que leur nombre n'augmentât pas par rapport à ce qu'il était alors.

Le 29 mai 1986, l'Union soviétique a déposé une nouvelle proposition sur les armes spatiales; elle s'y disait prête à réduire considérablement son arsenal offensif stratégique à condition que les États-Unis s'engagent à continuer de respecter le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques (ABM) pendant encore 10 à 20 ans.

Dans une lettre adressée à M. Gorbachev et datée du 25 juillet, le président Reagan a fait connaître la réaction américaine aux propositions soviétiques. Dans la lettre, les États-Unis se seraient dits disposés à reporter de 5 à 7 ans le déploiement des systèmes de l'IDS, période où les deux blocs continueraient à faire des recherches sur de nouvelles technologies. Une fois ces années écoulées, ou bien les deux adversaires déploieraient des dispositifs de défense, ou bien les États-Unis iraient de l'avant seuls.

Les pourparlers MBFR

■ L'Union soviétique a déposé une nouvelle proposition le 11 juin 1986. Elle y préconisait de réduire de 500 000 hommes (25 p. 100), sur une période de dix ans, les troupes terrestres et les forces aériennes tactiques présentes en Europe, et d'en retirer 150 000 au cours des deux premières années. Adoptant une nouvelle perspective, la proposition a aussi porté sur les missiles nucléaires ayant une portée supérieure à 600 milles. Dans la proposition, connue également sous l'appellation "Deuxième plaidoyer de Budapest", l'URSS cherche à appliquer le calen-

drier des réductions à toutes les troupes et à toutes les armes classiques déployées par l'OTAN et le Pacte de Varsovie en Europe. Auparavant, les pourparlers n'avaient visé que les troupes et les armes basées dans des pays bien précis de chaque alliance.

L'interdiction complète des essais

■ À la mi-mai, le Secrétaire général du Parti communiste de l'URSS, M. Gorbachev, a prolongé jusqu'au 6 août 1986 le moratoire unilatéral sur les essais nucléaires, et le 18 août, il a de nouveau reporté l'échéance, cette fois jusqu'au 1^{er} janvier 1987. Des entretiens bilatéraux sur les essais ont commencé entre les États-Unis et l'Union soviétique à Genève le 25 juillet, et ils ont pris fin le 31 juillet. L'Union soviétique s'est dite disposée à négocier une interdiction complète des essais nucléaires, et les États-Unis ont insisté sur la nécessité d'améliorer les méthodes de vérification dans le cadre du Traité sur la limitation des essais nucléaires et du Traité sur les explosions nucléaires à buts pacifiques. Les deux camps ont convenu de se réunir de nouveau en septembre. Par suite d'un accord intervenu entre l'*American Natural Resource Defence Council*, financé par des fonds privés, et l'Académie des sciences de l'Union soviétique, des scientifiques ont été autorisés à installer des stations sismographiques près de Simipalatinsk en URSS.

La Conférence du désarmement en Europe (CDE)

■ On poursuit toujours les démarches pour en arriver à un accord quelconque avant la réunion préparatoire de la CSCE devant se tenir à Vienne le 19 septembre. Les deux camps ont apporté des modifications à leur position.

L'Union soviétique a accepté d'assujettir les formations basées entre l'Allemagne de l'Est et la chaîne de l'Oural à des contrôles sur place et à des inspections aériennes, et les États-Unis ont convenu d'informer l'URSS avant d'envoyer de forts contingents de troupes en Europe. Des négociations se poursuivent quant à un accord de non-agression et au nombre d'inspections permises sur place chaque année.

Calendrier

Novembre	Conférence de révision de la CSCE
Date indéterminée	Sommet américano-soviétique
Décembre	Déploiement du 131 ^e bombardier B-52 porteur de missiles de croisière, ce qui porterait les É.-U. au-delà des limites fixées par le Traité SALT II, à moins que d'autres mesures soient prises. Déploiement des 10 premiers missiles MX au Wyoming.
Janvier 1987	Fin du moratoire unilatéral soviétique sur les essais nucléaires.

En direct de la colline parlementaire

Par Gregory Wirick



■ À la fin d'août, le vice-premier ministre, M. Don Mazankowski, a pris les partis d'opposition par surprise quand il a annoncé la prorogation du parlement jusqu'au 1^{er} octobre. La session était censée reprendre pendant la deuxième semaine de septembre. Ce report donnera au gouvernement un répit dont il profitera pour mettre au point une stratégie "infaillible" devant lui permettre de reprendre en main l'orientation des débats à la Chambre, manoeuvre qu'il a semblé incapable d'accomplir jusqu'ici. La stratégie repose sur un discours du trône par lequel le gouvernement ouvrira la nouvelle session et esquissera ce qu'il entend faire au cours des deux dernières années de son mandat.

Il sera intéressant de voir quelles initiatives le discours du trône présentera relativement à la politique étrangère et à la politique de défense, initiatives qui s'inspireront peut-être du rapport déposé au parlement le 26 juin par le Comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada (également appelé "Comité Hockin-Simard", du nom de ses coprésidents).

Le rapport de 196 pages, comptant 11 chapitres sur divers aspects de la politique étrangère du Canada et 130 recommandations, représente le fruit d'une enquête de 11 mois menée par le Comité formé de 12 Conservateurs, 5 Libéraux et 3 Néo-démocrates.

C'était là le premier examen complet de la politique étrangère de notre pays, depuis la publication du rapport intitulé *La politique étrangère du Canada*, paru sous le gouvernement Trudeau en 1970. C'était aussi le premier examen du genre qu'un comité parlementaire ait jamais effectué, ce qui montre la volonté du gouvernement conservateur de solliciter davantage l'opinion du public

en ce qui concerne l'élaboration de certaines politiques, dont la politique étrangère, fonction qui était autrefois réservée à une élite gouvernementale (c'est ce qui explique les audiences tenues d'un océan à l'autre).

Parmi les recommandations les plus dignes de mention, citons les suivantes:

■ Le Canada doit se donner une politique de sécurité plus autonome et compter davantage sur ses propres ressources.

■ Le Canada doit intensifier ses efforts, dans les tribunes multilatérales et bilatérales, pour faire accepter l'ensemble complet de mesures favorables à la limitation des armements que le gouvernement a déjà approuvées et qui sont les suivants (citation):

1. Une réduction mutuelle et vérifiable des arsenaux nucléaires, ainsi que des mesures connexes visant à améliorer la stabilité stratégique. Ces dernières doivent comprendre en particulier une réaffirmation du Traité ABM sur les missiles antimissiles, interprété strictement comme interdisant tous les travaux sur les systèmes défensifs, sauf la recherche fondamentale.

2. Le maintien et le renforcement du régime de non-prolifération des armes nucléaires.

3. La négociation d'une interdiction totale des armes chimiques.

4. L'élaboration d'un traité global d'interdiction des essais nucléaires dont l'application serait mutuellement vérifiable.

5. La prévention de la course aux armements dans l'espace.

6. La négociation de mesures destinées à accroître suffisamment la confiance pour permettre la réduction des forces militaires classiques en Europe et ailleurs.

■ Mener immédiatement une étude sur les besoins à long terme de la Défense, pour établir quelles dépenses supplémentaires seraient nécessaires pour finir de rééquiper les forces armées au cours des dix prochaines années.

■ Élaborer une politique cohérente au sujet de l'Arctique et en faire notamment un volet essentiel de la politique étrangère du Canada.

■ Envisager de doter la marine canadienne de sous-marins diésels pour surveiller de plus près le passage du Nord-ouest.

■ De concert avec d'autres pays nordiques ou confinants à l'Arctique, chercher à démilitariser ce continent en faisant pression sur les deux super-puissances.

■ Mettre beaucoup plus l'accent sur la protection des droits de la personne: "défense des droits de la personne dans le monde est un élément fondamental de la politique étrangère du Canada."

■ Sanctionner une recommandation antérieure du Comité selon laquelle "le Canada devrait réduire... ou interrompre les programmes... d'aide au développement, ou encore ne pas en lancer de nouveaux, dans les pays où les violations flagrantes et systématiques des droits de la personne empêchent la réalisation de l'objectif fondamental que constitue l'aide aux pauvres".

■ Le gouvernement doit envisager d'affecter beaucoup plus ses forces de réserve aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

■ Le Canada doit sans tarder imposer des sanctions économiques complètes contre l'Afrique du Sud et s'efforcer de les faire adopter par le plus grand nombre possible de pays.

■ "Le Canada devrait étudier la possibilité d'établir... un nouveau barème de contributions à l'ONU, selon lequel aucun État ne fournirait plus qu'un montant déterminé, afin que l'Organisation ne dépende pas trop d'un seul membre."

En ce qui concerne la sécurité, le Comité a carrément déclaré qu'une "des priorités du gouvernement... doit consister à adopter un point de vue qui lui soit propre sur les questions de stratégie, de contrôle des armements et de désarmement". À cet égard, le Comité a proposé une stratégie à quatre volets: 1) "acquérir les capacités d'analyse qui constitueront l'assise d'une participation plus active du Canada dans ce domaine"; 2) "le gouvernement doit se former une opinion" sur toutes ces ques-

tions; 3) cela fait, "défendre plus vigoureusement ses positions auprès d'autres gouvernements dans les tribunes internationales"; 4) "établir un dialogue permanent avec la population sur la politique de sécurité".

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a accueilli favorablement le rapport du Comité en déclarant qu'il présentait une perspective très valable; il a promis que le cabinet y répondrait officiellement quand le parlement reprendrait ses activités à l'automne. La presse a elle aussi eu une réaction positive, et des éditoriaux louangeurs ont paru dans le *Toronto Star*, le *Winnipeg Free Press* et l'*Ottawa Citizen*. Le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, qui avait critiqué le rapport intitulé *Norad 1986* déposé plus tôt par le Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale, a entériné les propositions du Comité mixte, notamment celles recommandant que le Canada s'efforce davantage d'adopter un point de vue propre en matière de sécurité.

La prorogation a bouleversé les plans de nombreux comités parlementaires, car elle a mis automatiquement fin à leurs travaux et annulé la composition même des comités jusqu'à ce que le parlement reprenne ses activités en octobre et que les comités aient la chance de se reconstituer. Il est toujours possible que le gouvernement modifie la composition de certains comités au moment où seront choisis les nouveaux secrétaires parlementaires, au début d'octobre. Quoi qu'il en soit, la prorogation interrompt la plupart des travaux des comités jusqu'à la mi-octobre, sinon jusqu'à la fin du mois. Entre-temps, les rumeurs pourront circuler en toute liberté, et les conjectures abonderont, ce qui constituera une toile de fond parfaite pour la reprise des activités sur la colline du parlement, à l'automne.

Bibliographie

La «double décision» de l'OTAN

■ Buteux, Paul. "NATO and Long-range Theatre Nuclear Weapons: Background and Rationale", dans *The Crisis in Western Security*, sous la direction de Lawrence S. Hagen, St. Martin's Press, New York, 1982.

Dans ce court essai de haut niveau, M. Buteux se penche sur les motifs stratégiques et militaires ayant présidé au déploiement des missiles de croisière et Pershing 2, et il en conclut qu'ils sont en général solides.

■ Freedman, Lawrence. *The Evolution of Nuclear Strategy*, The Macmillan Press Ltd., Londres, 1981.

Dans un chapitre intitulé "The European Dimension" (La dimension européenne), l'auteur explique en un langage concis et facile à lire les luttes politiques et les pirouettes stratégiques ayant abouti à la création des arsenaux nucléaires indépendants de la France et la Grande-Bretagne, ainsi qu'au déploiement d'armes nucléaires américaines en Europe.

■ Hampson, Fen Osler. "Escalation in Europe", dans *Hawks, Doves and Owls*, sous la direction du groupe Allison, Carnesale and Nye, W.W. Norton, 1985 (distribué au Canada par la maison Penguin Books).

Cet ouvrage précise comment et pourquoi toutes les armes nucléaires présentes en Europe pourraient être employées pendant un conflit armé entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

■ Schwartz, David N. *NATO's Nuclear Dilemmas*, The Brookings Institution, Washington (D.C.), 1983.

L'ouvrage analyse de près la controverse (la décision ambivalente n'en est que le dernier volet) qui entrave l'évolution de la stratégie de défense de l'Alliance occidentale depuis son élaboration: le rôle des armes nucléaires et du parapluie nucléaire américain dans la défense de l'Europe occidentale.

■ Zwicker, Barry. *War, Peace and the Media*, Sources, Toronto, 1985.

Dans cette monographie de 50 pages, l'auteur examine comment les médias traitent de la guerre et de

la paix et comment la population canadienne perçoit ces questions. Il conclut que les principaux médias canadiens contribuent tantôt sciemment, tantôt sans le savoir, à la course aux armements.

Les Caraïbes

■ Anderson, Thomas D. *Geopolitics of the Caribbean: Ministates in a Wider World*, Praeger/Hoover Institution, New York, 1984.

L'auteur analyse dans le détail et avec érudition la situation des nombreux États des Caraïbes, dans le contexte des intérêts politiques et stratégiques des États-Unis.

■ *Central America and the Caribbean*, Arno Press/New York Times Company, New York, 1980.

Par le biais des articles parus dans le *Times* en plus de cent ans, les auteurs présentent un récit fascinant sur la présence américaine dans les pays des Caraïbes et sur l'attitude des États-Unis à leur égard.

■ Fenton, Thomas P. et Mary J. Heffton, *Latin America and the Caribbean: A Directory of Resources*, Orbis Books, Maryknoll, New York, 1986.

Liste détaillée de livres, de films et d'autres documents sur la région, dressée d'un point de vue du centre gauche.

■ Institut canadien des affaires internationales, "The Caribbean", *International Journal*, vol. 40, printemps 1985.

Dans ce numéro consacré entièrement aux difficultés économiques et aux problèmes de sécurité des pays des Caraïbes, un article de David A. Simmons présente un intérêt particulier; il s'intitule *Militarization of the Caribbean: Concerns for National and Regional Security*.

■ MacFarlane, S.N. *La rivalité entre les superpuissances et la politique soviétique dans le bassin des Caraïbes*, Les cahiers de l'ICPSI, numéro 1, Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, Ottawa, 1985.

Le document analyse la politique soviétique dans la région des Caraïbes en général et son incidence sur la

stabilité économique et politique des États centraméricains, en particulier.

■ Secrétariat du Commonwealth, *Vulnerability: Small States in the Global Society*, Rapport d'un groupe consultatif du Commonwealth, Marlborough House, Londres, 1985.

Cet ouvrage dense (comme le sont, en général, les rapports rédigés par des comités) mais extrêmement précieux passe en revue les difficultés économiques et politiques et les problèmes de sécurité auxquels les petits États se heurtent plus particulièrement.

■ Segal, Aaron. "Caribbean Realities", dans *Current History*, vol. 84, numéro 500, mars 1985.

Analyse concise et facile à lire des problèmes contemporains des Caraïbes et des perspectives d'avenir de la région. Nombreux renvois à des ouvrages plus longs et plus détaillés.

L'Inde, le Pakistan et la bombe

■ Kapur, Ashok. "Nuclear Proliferation in the 1980's", *International Journal*, vol. 36, numéro 3, été 1981.

L'auteur estime que le traité sur la non-prolifération est nuisible, en ce sens qu'il manque de crédibilité aux yeux des États non dotés d'armes nucléaires.

■ Nye, Joseph. "The Logic of Inequality", *Foreign Policy*, été 1985.

Contrairement à M. Kapur, M. Nye soutient que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires fonctionne; selon lui, la plupart des États acceptent une certaine inégalité ordonnée des arsenaux, car l'autre option semble comporter encore plus de dangers.

■ Rais, Rasul B. "Pakistan's Nuclear Program: Prospects for Proliferation", *Asian Survey*, volume 25, numéro 4, avril 1985.

Empruntant souvent un langage technique, l'auteur présente ici en détail les moyens nucléaires dont dispose le Pakistan.

■ Spector, Leonard S. *The New Nuclear Nations*, Vintage Books, New York, 1985.

Des détails sur l'actualité et les intrigues de l'heure confèrent un

rythme rapide à ce compte rendu de la *Carnegie Endowment for International Peace* écrit dans un style accessible. Grâce au glossaire annexé à la fin, l'ouvrage est à la portée du lecteur profane; des notes détaillées et de multiples annexes ajoutées en complément en font un ouvrage suffisamment bien documenté pour être utile au chercheur.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

■ *The Dismantler*, publication trimestrielle du groupe Operation Dismantle Inc., C.P. 3887, Succursale C, Ottawa, K1Y 4M5. Abonnement individuel, 20 \$ par année; pour les bibliothèques seulement, 5 \$.

Cette publication contient des opinions sur les thèmes du désarmement et l'évolution des pourparlers sur la limitation des armements; elle sert de bulletin d'information aux vingt divisions du groupe.

■ Gallois, Pierre, *La guerre de cent secondes : les États-Unis, l'Europe, et la guerre des étoiles*, éditions Fayard, 1985, 197 pages.

Le général Gallois, parlant de l'Initiative de défense stratégique, soutient qu'il est illusoire de vouloir arrêter la «rage d'inventer». Il invite du même souffle les Européens à se réveiller et à élaborer une Initiative de défense tactique pour l'Europe.

■ Kerblay, Basile, et Lavigne, Marie, *Les Soviétiques des années 80*, éd. Armand Colin, Paris 1985, 215 pages.

Un livre qui invite à situer les problèmes du monde soviétique contemporain dans le contexte global des interdépendances entre le pouvoir, l'économie et la société.

DOCUMENT AUDIOVISUEL

■ Télé-Université, «Pour comprendre le processus de paix». Treize entrevues d'une demi-heure de personnalités canadiennes provenant d'horizons différents mais dont les témoignages et les réflexions permettent de mieux cerner ce qu'est – ou devrait être – la paix. Disponible à Télé-Université, 4835 Christophe-Colomb, Montréal H2J 4C2 (514) 522-3540.

AUTUMN 1986
VOLUME 1 NUMBER 3

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01029732 6

CA1
EA720
P27
Autumn
1986

DOCS

PEACE & SECURITY

INDIA AND THE BOMB

*An arms race with
Pakistan?*

Sheldon Gordon reports on the debate within India over the possible acquisition of nuclear weapons.

Patrick Keatley cites evidence that Reagan's Caribbean policy may boomerang.

John Walker reviews Canadian press coverage of NATO's 1979 two-track decision.

In this issue:

■ The eternal dance of the Hindu god Shiva, who holds in his hands the drum of creation and the fire of destruction, is a fitting symbol for the power condensed in the heart of the atom.

Sheldon Gordon's article on a potential nuclear arms race between India and Pakistan is particularly timely in view of recent developments.

In the summer of 1985, Indian Prime Minister Rajiv Gandhi alleged that Pakistan was on the verge of developing nuclear weapons and announced in August of that year that India was capable of producing plutonium domestically. Pakistan pointed to this move as a 'major step' in India's own push for nuclear weapons.

In the summer of this year both superpowers issued warnings to Pakistan about that country's nuclear programme. The Soviet Ambassador in Islamabad delivered a message saying that the USSR would not tolerate the acquisition of nuclear weapons by Pakistan. In July, the US warned that it would cut off military and economic assistance to Pakistan if that country were to build nuclear weapons.

Both India and Pakistan have strong incentives to remain just below the nuclear threshold. It seems likely, however, that each is keeping the option open by attempting to acquire all the capabilities and components required for the production of atomic bombs; neither wants to be caught off-guard.

This is my last issue as editor of *Peace & Security*. Taking over from me will be **Michael Bryans** who brings an impressive range of skills to the job. He has just completed a year at Harvard's John F. Kennedy School of Government studying international affairs and public administration. Prior to that he spent twelve years working at the NFB where most recently he took part in the creation and development of the Gwynne Dyer WAR series. He produced two of the episodes and served as contributing editor of the book based on the series.

Dianne DeMille
Editor

**CANADIAN
INSTITUTE FOR
INTERNATIONAL
PEACE AND
SECURITY**

307 Gilmour Street
Ottawa, Ontario
K2P 0P7
(613) 990-1593

■ *Peace and Security* is published quarterly to let Canadians know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints on these issues. Opinions expressed in each article are the sole responsibility of the author and do not necessarily represent those of the Institute and its Board of Directors. Your letters are welcome.

Material from this quarterly may be reproduced, although we ask that the Institute be cited as the source.

Second Class Mail Registration
Pending. Postage paid in Ottawa.

Editorial Board:

Nancy Gordon, David Cox,
Mary Taylor, John Walker

Editor:

Dianne DeMille

Design and Production:

The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Translation:

Denis Bastien, Sogestran Inc.

ISSN 0831-1846

**Members of the Board of
Directors:**

William Barton, *Chairman*
Margaret Fulton, *Vice-Chairman*
Norman Alcock
Christoph Bertram
George Bell
Harriet Critchley
Gwynne Dyer
William Epstein
Albert Legault
Joanna Miller
Geoffrey Pearson
John Sigler
Paul Warnke
Lois Wilson
Gerald Wright

CONTENTS

-
- 2 **INDIA AND THE BOMB:**
An arms race with Pakistan? By Sheldon Gordon
-
- 4 **AFTER GRENADA:**
US Policy in the Caribbean. By Patrick Keatley
-
- 6 **CANADA'S PRESS:**
How one key issue was covered. By John Walker
-

■ **Sheldon Gordon** is on the editorial board of the *Globe and Mail*; **Patrick Keatley**, a Canadian, was for two decades diplomatic correspondent with the *Guardian* newspaper; **John Walker**, formerly with Southam News, is a member of the CIIPS editorial board; **Jane Boulden** is a research assistant at the Institute; **Gregory Wirick** is a writer based in Ottawa.

-
- 8 **NEWS FROM THE INSTITUTE**
-
- 10 **ARMS CONTROL DIGEST** *By Jane Boulden*
-
- 11 **REPORT FROM THE HILL** *By Gregory Wirick*
-
- 12 **BIBLIOGRAPHY**
-

INDIA & THE BOMB:

An arms race with Pakistan? By Sheldon Gordon



Since Indian scientists used plutonium from a Canadian-built reactor to set off a nuclear device in 1974, the

Indian subcontinent has been the scene of an undeclared nuclear arms race that could lead to overt deployment of nuclear weapons or even a preemptive attack on neighbouring nuclear facilities.

■ Despite Canadian qualms at the time, the Indian explosion of a so-called peaceful nuclear device in the Rajasthan desert did not raise the curtain on further nuclear tests, nor did it lead to the overt production or deployment of nuclear warheads by the Indian government. But, in the following decade, that prospect remained very real.

The late Prime Minister Indira Gandhi persisted in her refusal to make India a party to the Nuclear Non-proliferation Treaty for the ostensible reason that the pact was discriminatory: it aimed to deny nuclear weapons only to those states which had not yet developed them.

India continued to expand its nuclear power production programme with the commissioning of new reactors. By some estimates, its nuclear reactors and reprocessing plants create sufficient plutonium for the production of 50 to 100 bombs a year. The 5,000 pounds of separable plutonium which India was estimated to have accumulated by 1984 would be adequate to build a nuclear armoury with the same number of weapons as that of Great Britain.

Moreover, the Indian armed forces have the means to deliver

nuclear weapons: nuclear-capable Canberra and Jaguar bombers are complemented by intermediate-range ballistic missiles, an achievement of India's space programme. But while these technical advances left no doubt as to India's nuclear capabilities, its intentions remained uncertain.

While it was New Delhi which initiated the nuclear rivalry on the subcontinent, the pace has been quickened by efforts in Islamabad to catch up. Pakistan, in recent years, covertly acquired and assembled the pieces for a uranium enrichment facility – a key element in a nuclear weapons programme – and its top atomic scientist boasted last year that the country had the capacity to produce a nuclear bomb if necessary.

The stealthy nuclearization of Pakistan would have alarmed India under any circumstances, but this development was particularly disturbing because it has cut across repeated – and unsuccessful – attempts in recent years to resolve other points of friction in their bilateral relations.

The scars inflicted by partition of the subcontinent, three Indo-Pakistani wars and the break-up of Pakistan itself have been all too resistant to conciliatory

diplomatic moves in recent years. Rival proposals for a no-war pact and a treaty of friendship have made no real headway. Periodic outbursts of rhetoric – and of artillery – over the disputed possession of Kashmir continue to foster mistrust between the two countries. In addition, India resents Pakistan's apparent readiness to provide sanctuary, arms and training for Sikh separatists who make repeated cross-border forays into India's turbulent Punjab state.

The tensions that result have been sufficient to cancel out the momentary bonhomie of Indo-Pakistani summits and the bilateral and regional steps to increase trade, transportation and other links. Suspicions are now so built-in that the mutual enmity feeds on itself. In that context, nuclearization becomes both a symptom and an additional spur to the tensions on the subcontinent.

Reports in the last two years that Pakistan was ready, if not necessarily set, to conduct a nuclear test have provoked controversy within India over how the 'superpower of South Asia' should respond to such an event. Because of the secrecy which surrounds matters of national security and the complexity which surrounds matters of nuclear science, the debate is limited to a relatively small number of politicians, military men, academics and journalists.

On one side of the debate is the country's military-industrial-scientific complex. Krishnaswamy Subrahmanyam, Director of the Institute for Defence Studies and Analyses, is perhaps the most outspoken proponent of this pro-

nuclear school. A part-time adviser to the Ministry of Defence, Mr. Subrahmanyam claims to be an ardent opponent of nuclear arms who is forced by realism to favour India's possible acquisition of them.

"The pre-occupation with nuclear weapons is a cult, a totally irrational set of beliefs," he insists, "but once people are mad, you have to treat them according to their madness." He therefore favours a two-track approach for India: it should seek international disarmament, while at the same time developing its own nuclear arms so as to "establish its credibility" with the five declared nuclear weapons powers – the "nuclear dacoits." ["Dacoit" is derived from a Hindi word meaning 'gangster' or 'villain'.]

Subrahmanyam concedes that India has a lead over Pakistan in this regional nuclear arms race, but he insists that Pakistan is "more of a threat to India than the Warsaw Pact is to Canada." At first blush, this appears unlikely. An Indian arsenal that could menace Pakistan's major cities and nuclear installations would take no more than ten nuclear bombs, whereas for Pakistan to retaliate against India's major cities and military centres would require as many as a hundred bombs.

But if Islamabad's strategy were simply to knock out those Indian military concentrations which threatened its borders and to deter India from launching a counter-attack, it would need only a few bombs and the ability to convince India that it had an unspecified number in readiness

for a second strike. If India had assembled no bombs and had lost its nuclear installations to a Pakistani first strike, such a strategy could succeed.

To pre-empt such a possibility, the late Prime Minister Indira Gandhi reportedly pondered a conventional attack to destroy Pakistan's nuclear facilities before it could develop the Bomb. She did not carry out such a strike, however, and her son and successor, Rajiv, last December reached an agreement with Pakistani President Mohammed Zia Ul-Haq that neither side would attack the other's nuclear installations.

"It would be criminally stupid to bomb their nuclear facilities,"

says Subrahmanyam. "They would then bomb ours, and we have a lot more to lose: theirs is a uranium nuclear facility, whereas ours is plutonium" (and therefore much more lethal).

On the other hand, the hawks have persuaded Mr. Gandhi to spurn Pakistan's proposal for mutual inspection of each side's nuclear installations – on either a bilateral or a multilateral basis – to ensure that fissile material is not secretly diverted from civilian to military purposes. Mr. Gandhi contends that such surveillance can easily be circumvented, but a more

important reason for the rebuff seems to be his

Government's determination not to tie its hands.

Whereas Subrahmanyam and other hawks want Prime Minister Gandhi to keep his nuclear options open, Professor Dharendra Sharma of Jawaharlal Nehru University's Centre for Studies in Science Policy wants a clear-cut disavowal of nuclear weaponry. His Committee for a Sane Nuclear Policy (COSNUP), which includes two retired Supreme Court judges, a few MPs, some retired military officers and several prominent writers and academics, has called for a nuclear-free South Asia.

These anti-nuclear activists were alarmed by Mr. Gandhi's statements in Paris in the summer of 1985; he had hinted that India might covertly assemble and deploy nuclear weapons in response to Pakistani moves. Professor Sharma insists that such a clandestine policy would be contrary to a 1962 statute, passed by Parliament, which says that the Indian nuclear programme is solely for peaceful purposes.

COSNUP was reassured by, and takes some of the credit for, a subsequent statement by Mr. Gandhi in Tokyo which appeared to contradict his utterances in Paris. But Sharma's group remains fearful that "military-industrial interests" will prevail and turn India into a nuclear weapons state.

Professor Sharma downplays the Pakistani threat as a motive for Indian nuclearization. "We are not threatened by any country," he maintains. "Pakistan can survive only on the goodwill of India or with the guarantee of a superpower. Both of those conditions were absent in the 1971 war. I put the onus on us. We are responsible for driving the people of Pakistan to look for such a suicidal alternative. We began the nuclear programme. We have a certain responsibility for the welfare of South Asia."

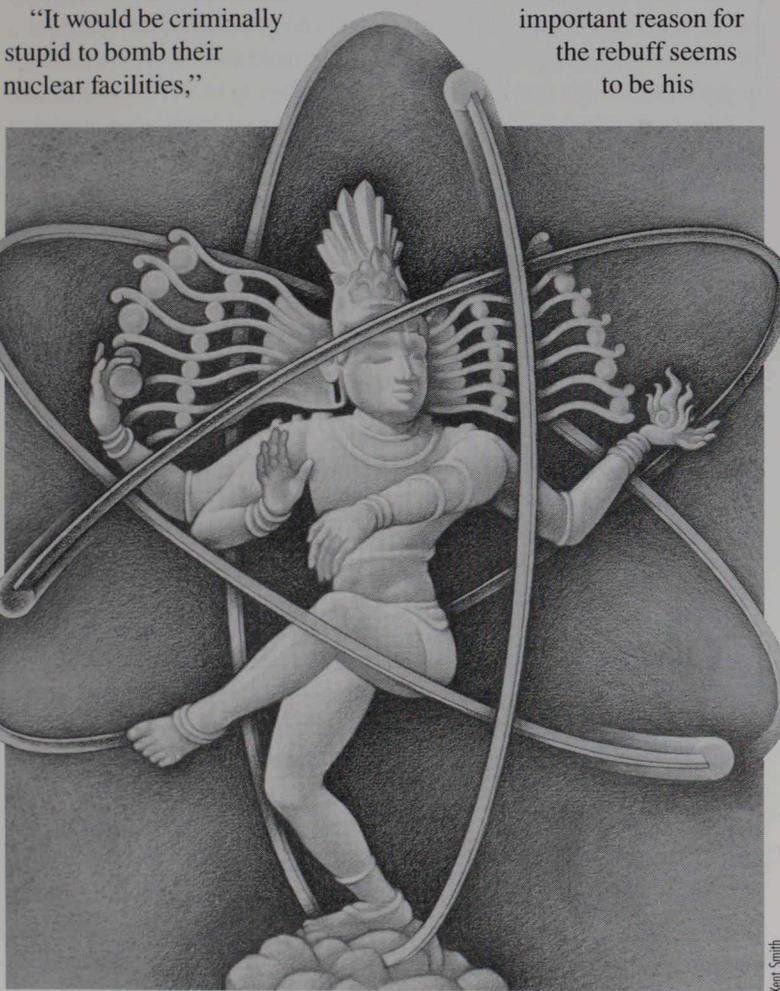
Professor Sharma believes that

India's nuclear power programme was developed as a "showpiece to present to the poor." He insists that its electrical output has been so limited and so expensive that only military intentions can explain India's massive allocation of scarce resources to nuclear power. Moreover, he believes that nuclear arms are much more likely to be built for international status than for security. "Our goal is to be a superpower by 1995. The day we have nuclear rockets, the United States will respect us."

Whatever its future moves on nuclear arms, India is likely to shroud them in considerable secrecy. The Indian defence and atomic energy budgets have never been debated in Parliament. There has been some discussion of the Indian nuclear option in the press, and there is considerable elite support for India's leadership in the Five-Continent disarmament initiative aimed at the superpowers. But, COSNUP aside, no widespread public scepticism has developed over India's own contribution to nuclear proliferation.

Subrahmanyam explains the remoteness of Indian public opinion from the nuclear issue in these terms: "Debate is a reflection of the amount of knowledge in the country. If the stock of that knowledge is not adequate, there will not be much debate." But Sharma retorts that the government has created a climate hostile to the expression of anti-nuclear dissent: "We have not reached the stage of development where it is possible to oppose war preparations without being considered unpatriotic." □

Sheldon Gordon writes on foreign affairs for the Globe and Mail editorial board. He spent two months in India earlier this year on a fellowship from the Asia Pacific Foundation of Canada.



Kent Smith

■ In 1974, after India had tested its nuclear device, Canada suspended its "nuclear co-operation" with that country. Indian officials argued that the uranium fuel, which had been used to produce the device's plutonium, was not imported from Canada and that therefore India had not breached the original agreement between the two countries. In 1976, after trying unsuccessfully to work out an agreement which would fall in line with its non-proliferation policy, Canada ended all nuclear-related exports to India.

Pakistan was also unwilling to agree to the provisions laid down in the 1974 version of Canada's non-proliferation policy. In 1976, Canada terminated its nuclear co-operation with Pakistan. – Ed.

AFTER GRENADA:

US Policy in the Caribbean. By Patrick Keatley

■ **History teaches that leaders of governments have been notoriously fallible in judging where their own vital national interests lie and, therefore, where to apply geopolitical pressures.**

■ A circuit tour of the English-speaking democracies in the Caribbean, extending over several months, has left me with a strong impression that the strategy of the Reagan administration is culpable of this elementary fault.

It can be summed up in the phrase used by the Prime Minister of one of the smaller island territories. "President Reagan," he said to me, "is engaged in boomerang diplomacy. When the United States missions carry out the orders sent to them from Washington, time and again these initiatives turn out to be counter-productive. What went out as a diplomatic weapon, intended to block the advance of Marxism in the Caribbean Basin, actually comes back and hits us instead. If the aim is to shore up the stability of small, democratic territories and to prevent a slide to the left, as happened in Grenada, they are going the wrong way about it."

I have deliberately suppressed the identity of that island leader because, understandably, these prime ministers of the Commonwealth Caribbean have been reluctant until now to "go public" in their diplomatic tug-of-war with Washington. All of them – with the interesting exception of James Mitchell, the Canadian-educated Prime Minister of St. Vincent – submitted themselves to the supporting roles assigned to them

at the Roman triumph staged at Queen's Park in Grenada in February of this year. They courteously grouped themselves around Mr. Reagan for the predictable photograph. The Trinidadian leader, George Chambers, decided at the last minute to absent himself.

When my lecture tour brought me to Trinidad some weeks later, Mr. Chambers' no-show was explained to me by a distinguished West Indian editor who remarked drily: "George was unwilling to play Caractacus with an election coming."

The same motivation, it is thought, led the Vincentian leader, Mr. Mitchell, to find a suitable pretext for staying away from the Grenadian rally altogether. Politicians develop a kind of radar for these things, and the signal I picked up in my circuit of a dozen Caribbean capitals is that the Ronald Reagan 'Seal of Approval' is no longer an electoral asset. The Queen's Park rally is, in retrospect, proving an embarrassment for those who did turn out, because of the way the President chose to associate them publicly with his personal crusade against the Left in Central America.

Some 40,000 Grenadians swayed to calypso music in roasting sunshine at the dusty cricket field, awaiting the arrival of the man they cheered as "Uncle Reagan" and "our liberator." When he arrived, in the company of Messrs.

Shultz and Weinberger, the cheers were gratifyingly deafening. I do not doubt that Grenadians are still profoundly grateful for being delivered, by the US Army's Airborne Division, from the grip of an authoritarian, one-party state in October 1983. When the *deus ex machina* appeared in person, borne before them in a bullet-proof limousine, they cheered his every word.

But, for the West Indian leaders who shared the platform with the President, there were words which, like the souvenir photo, are already having a boomerang effect. Even the staunchly pro-Republican *Time* magazine was prepared to sound a cautionary note:

"The audience Reagan was really addressing was back home. His extravagant, minutely-orchestrated five-hour drop-in on Grenada became the centrepiece of a campaign to sell what has become known as the Reagan Doctrine: US support for 'freedom fighters' battling Soviet-backed governments around the world. Reagan's speech at Queen's Park went beyond praise of new-found freedom in Grenada to rail against the absence of it in Nicaragua."

The Washington correspondent of the *London Guardian* summed up thus:

"Despite an overweening display of loyalty to President Reagan led by the Grenadian prime minister, Herbert Blaize, leaders of the English-speaking Caribbean islands left the summit here all but empty-handed.

"They were required to listen to an impassioned plea by Mr. Reagan for aid to the contras in their fight against the Sandinista government in Nicaragua; a cause which clearly failed to ignite passion. The \$100 million which he is requesting from Congress for the

contras next year is more than all the economic assistance pumped into the Caribbean islands for the last two years."

The *Time* magazine report was equally critical on this score, referring to "the President's stand-tall rhetoric" and his rosy prediction of how "in the not-too-distant future I see US businessmen flocking to the Caribbean... it's encouraging to witness what can happen in an environment where free enterprise is allowed to flourish."

The magazine went on:

"The praise was premature. Despite the \$74 million in US aid over the past two years, the before-and-after picture of Grenada is pretty much the same. The problems that beset the island under Marxist rule persist: minimal foreign investment, primitive communications and electricity systems; unemployment is 30% and twice that among youth. Grenada was meant to be one of the beneficiaries of Reagan's 1983 Caribbean Basin Initiative... but last year Caribbean exports to the US dropped by 23%."

The *Washington Post* chose the week of Reagan's expedition to Grenada to assess the impact of the Basin plan, which it described as floundering. It noted that imports from the Caribbean had slipped while those arriving in the United States from other regions of the world had increased by 46 percent (Commerce Department official figures).

On my own visit to Grenada, an island I know well, I was disappointed to find no sign of the US investors and traders that Mr. Reagan had promised. The rescue job that has transformed two older hotels on the spectacular

Grand Anse beach – smashed up in the fighting during the airborne operation in 1983 – has also produced a handsome new hotel, aptly named the Ramada Renaissance. It is well up to international standards but is not, despite the name, American-financed. This act of faith was organized by an investment group in Trinidad. Likewise, the new direct airline service to New York, proudly named Grenada Airlines, has no American dollars behind it. The initiative was taken by a French-Lebanese consortium which intends to build another tourist hotel and link it with the Ramada in a package tour for Americans and Canadians.

In Belize, at the far western end of the Caribbean, I found a familiar schizophrenia about the value of a powerful American presence. The energetic young educationist who came to power at the head of a conservative regime in the recent election, Manuel Esquivel, is as firm a believer in “the magic of the marketplace” as is Mr. Reagan, but he does not want to be suffocated by an American bear-hug. He and his Foreign Minister, Dean Barrow, find it irritating that Washington has posted no less than 55 diplomats to their little capital, Belmopan.

As for the military embrace, the ambassador – a Reaganite hawk – keeps pressing for Belize to double the flow of young men into US Army training courses, although there are some 400 already in the pipeline.

By way of a counterbalance, Mr. Esquivel recently ordered the posting of six army officer cadets to Canadian training establishments, even though this cost the Belize exchequer hard currency. Another counterweight to the US embrace is a vigorous training programme for the new Belizean Defence Force, conducted by members of the 1500-strong British contingent.

(The British troops have been stationed there since colonial times because of Guatemalan territorial claims and threats of invasion.) What lurks in the back of Belizean minds is the thought that, should Washington under Reagan and Weinberger consider Guatemalan support vital in the battle against Marxism, Belize might be expendable.

In Jamaica I found the conservative administration of Edward Seaga privately bitter about US lack of support. The Prime Minister had publicly championed Thatcherite and Reaganite economics when coming to power five years ago and was rewarded with concessionary measures and aid worth \$ 680 million which has been tapering off ever since. Funds from the Caribbean Basin Initiative have failed to appear and the protectionist measures introduced by Washington last spring are hitting sugar, textiles and other vital Jamaican exports. During my visit there, Mr. Seaga gave a media briefing in sharply angry terms, then went off to Parliament and said most of it publicly.

It is against this background of disillusion, which I detected in all twelve Caribbean territories, that Mr. Reagan’s plan for military security must be assessed. His instinctive urge to enlist the support of these small island leaders for his anti-Marxist crusade is now seen by most West Indian prime ministers (although not Mr. Blaize in Grenada) as a potentially mortal hazard on the political minefield.

The first notable casualty was the moderately conservative leader, Bernard St. John of Barbados. He had inherited the mantle of the late Tom Adams and was, with him, intimately involved in the 1983 “sky-punch”, carried out by the American paratroops in Grenada. The Barbadian voters, in their first opportunity to register their view at the polls, swept away these mild conservatives in a landslide that cost Mr. St. John his own seat.

The wily (and conservative) Prime Minister of Trinidad, George Chambers, began his distancing tactics by avoiding the Grenada rally in February. This summer, when Washington called for troops from the islands to take part in “Operation Ocean Venture”, along with 300 men from the 82nd Airborne Division, Trinidad firmly declined.

So, surprisingly, did the free enterpriser and hotelier, James Mitchell, in St. Vincent. He is no longer a Reagan acolyte. His traumatic shock came when he was briefly away from home base and a spectacular offer was made to the acting prime minister by the disgraced ex-president of the Phillipines, Ferdinand Marcos: \$ 60 million for guaranteed safe sanctuary on one of the “out-islands” in the Grenadines. The offer was rebuffed.

I listened to Mr. Mitchell give a fascinating account of the plot, as he described it, over his own national network. The continuing entente between Mr. Reagan

and Mr. Marcos rang alarm bells in the West Indies. Political leaders, even those in small islands, do not relish being cast as puppets.

Small wonder that I found the former Jamaican prime minister, the socialist Michael Manley, in buoyant mood when I was staying in Kingston. The polls show his People’s National Party (PNP) running at 62 percent, as compared with 35 percent for the conservative Mr. Seaga. The latter, under some obligation because of the dribbles of aid he has received under the Basin plan, had decided that he must send a token contingent of Jamaican troops to the “Ocean Venture” sea-air exercise off Grenada. It may have been a politically fatal decision. The Carl Stone poll, which has a notable record for accuracy, showed support for Mr. Seaga going immediately into a steep decline.

Although the next election is not due for two years, Mr. Manley can scent victory. His major policy speech, coming on the heels of these events, dealt with the core issue of security:

“The biggest threat to our sovereignty comes from the neocolonialist political leaders of the Caribbean on the radical right who seem to have given up the thought that Caribbean independence is viable.

“This situation is even more dangerous because it coincides with a US administration that is unapologetically and aggressively hegemonic. It intends to assert US power in this region on the basis of fostering those political processes it favours.”

This is the ultimate irony: the Reagan strategy has boomeranged because the six million people of the anglophone Caribbean value their sovereignty, have local loyalties, and are prepared to plunge leftward if that seems to be the only way to preserve their national identity. □



CANADA'S PRESS:

How one key issue was covered. By John R. Walker

■ **Truth may be the first casualty of war, but adequate information is often a casualty of peacetime, especially coverage of issues such as arms control and disarmament.**

■ For more than a century there have been professional war correspondents, but how many correspondents have there been, especially in Canada, who devote themselves to issues of peace and security?

This brief survey looks at one event which has had long-term effects on Canada's peace and security, and tries to assess how the press in Canada handled its job of informing Canadians about the consequences.

The event in question is NATO's December 1979 decision to deploy cruise and Pershing II missiles in Europe, unless they could be bargained away in arms control negotiations between the US and the USSR during the following three years.

This so-called "two-track" policy was one of the most important and far-reaching decisions of the North Atlantic alliance in years.

Introduced into the NATO armoury was the long-range cruise missile, whose size and mobility created new verification problems for arms controllers. Also introduced was a new version of the Pershing missile, Mark II, which for the first time put Soviet military targets near Moscow under fire from US missiles in Europe.

The NATO decision exacerbated the discord within the alliance. The Netherlands, Belgium and

Denmark had to contend with their publics' reaction to nuclear escalation in Europe, and the Dutch and Belgians had to delay acceptance of the missiles on their soil until the domestic situation calmed down.

The decision to deploy new missiles while pursuing negotiations did not really help the Soviet-American arms control talks, especially those dealing with the so-called Euromissiles. The result of the protracted INF (intermediate-range nuclear forces) negotiations was a Soviet walk-out in 1983.

Finally this NATO decision, which may not have seemed immediately relevant in Canada, was used as the rationale for getting involved in US strategic weapons testing. On 10 February 1983, Canada signed an umbrella agreement with the United States for the testing, over Canadian territory, of the air-launched version of the cruise missile, a weapon which is deployed on US long-range B-52 bombers.

The results of the NATO two-track decision are still with us. How well were the Canadian people informed by their press of the decision and its implications?

The short answer: not very well. A longer answer is that, as a result of both the public and the official reaction to the decision, the Canadian press began to handle some issues of peace and security in Canada more effectively.

It was often said, long after the fact, that the need for cruise and Pershing II missiles in Europe sprang from a major lecture at the International Institute for Strategic Studies (IISS) in London, given by West German Chancellor Helmut Schmidt on 28 October 1977. He was alarmed about the new Soviet SS-20 missiles in Europe and the possibility of Europe being "decoupled" from the United States in the event of war.

This reporter looked in vain for any coverage of that speech in the major Canadian newspapers of that date. Nor was there any editorial comment later in 1977 on the implications of the Schmidt speech for NATO policy.

During 1978 the major nuclear debate was over the possible deployment of the neutron bomb and the public pressure on President Carter to reject it. There was no discussion in Canadian papers of the reason for the Soviet deployment of the new SS-20s. Did Soviet leaders have any idea what the reaction of Western Europe would be, or was this a routine decision taken under the weight of bureaucratic inertia?

It was not until 1979 that NATO appeared serious about new missile deployments, and these were portrayed as simply a "modernization" of NATO nuclear forces to meet the Soviet deployment of SS-20s.

NATO's 30th anniversary in April of 1979 produced a series in the *Montreal Star* in which General Alexander Haig, NATO Commander, called for "prompt modernization" of theatre nuclear

forces to meet the Soviet deployment of SS-20s.

After the June 1 NATO meeting at The Hague, several newspapers had short agency reports, noting that Cyrus Vance, US Secretary of State, said that a consensus had been reached "on moving ahead on decisions to modernize" their nuclear arsenal, and that there had been a call for new arms control negotiations.

Although it must be granted that Canada had been going through an election in the spring of 1979 and easing the Joe Clark government into place during the summer, it might be expected that during the fall, when the decisive NATO discussions were being held, there would be more press coverage of this upcoming event.

"Canada's national newspaper," the *Globe and Mail*, between September 1 and December 13, after the NATO annual meeting had made the decision official, had only one relevant news item. That was a one-paragraph story from Washington on October 5, at the bottom of a column of World News items on page 20. It said that "a high level Western group approved a US plan for deploying 572 nuclear missiles in Europe." The decision "taken last week in Brussels" would clear the way for public endorsement at the annual NATO meeting in December.

This was the month when the North Atlantic Assembly of NATO parliamentarians was meeting in Ottawa. There was a brief mention in the *Globe*, in a Canadian Press story on that session, of the controversy this plan was causing in Europe. Two

NEWS FROM THE INSTITUTE

■ September brought changes to the Institute staff. Joining the Research section as Fellows for 1986/87 are **Harald von Riekhoff** of Carleton University and **Michael Tucker** of Mount Allison University. **Fen Hampson**, formerly a Research Fellow at the Harvard Centre for Science and International Affairs, has become a part-time Research Associate. Two new Research Assistants have arrived: **James Moore** of MIT and **Francine Lecours** of Laval, replacing **Mary Goldie** and **Steven Baranyi**.

■ **Brad Feasey**, a recent graduate of Carleton, worked in the Public Programmes section as an assistant during the summer. New personnel in this section include **Michael Bryans**, who has been at the Institute since July as an editor, and **Jocelyn Coulon** of *Le Devoir*, who has replaced John Walker as a journalist Fellow. In addition, **Grazyna Beaudoin** joined the staff of Grants Administration as secretary to the Secretary/Treasurer.

■ On 25 June, the Institute organized the first of a series of evening seminars on issues within its mandate. The subject of the first seminar was South Africa. Leading the discussion was **Doug Anglin** of Carleton, **David Gallagher** of Oxfam, and **Dan O'Meara** of CIDMAA, a research and information centre on Southern Africa. Approximately 20 people took part, all of whom had some knowledge of, or interest in, this area. These seminars will bring together government officials, representatives of NGO's, and other interested individuals.

UPCOMING EVENTS

Date	Event	Sponsor(s)	City
2-4 October	Consultative Group on Disarmament	Ambassador for Disarmament Douglas Roche	Ottawa
4-5 October	Colloquium: 'La paix est possible'	Carrefour de solidarité internationale	Sherbrooke, Quebec
15-19 October	Workshop on peace education (Social Studies Teachers' Convention)	Educators for Peace	St. John's, Newfoundland
16 October - 15 November	International Youth for Peace and Justice Tour	IYPJ	Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Quebec, Nova Scotia
23-25 October	Authors' Workshop on Comprehensive Test Ban	CIIPS and SIPRI	Montebello
24 October	Journée nationale de la paix	Ministry of Education	Quebec City
5-6 November	Roundtable on El Salvador	CAPA	Ottawa
7-8 November	The True North Strong and Free?	Council of Canadians	Edmonton

■ Planning sessions for two research projects took place at the Institute in July. On the 7th of the month, those researchers engaged in the study of the security problems of small states in the Commonwealth Caribbean discussed co-operation with institutes in the Caribbean and the International Peace Academy based in New York. A report will be published during 1987. On the 14th, another group discussed a possible research project on Canada's involvement with NATO, including a review of the options facing the Alliance and Canada.

■ On 29 July, **David Cox**, the Institute's Director of Research, attended a workshop at Conrad Grebel College in Waterloo. The purpose of the workshop was to demonstrate the use of a database on Canadian Military Production and Exports. The database was developed by **Ernie Regehr** of Conrad Grebel, in part with

funds provided by the Institute. In late June, Dr. Cox attended a meeting in New York to plan a research workshop, to be held in Finland in the spring of 1987, entitled 'War Prevention Diplomacy in a Multi-nuclear World.' The host of the workshop will be the Finnish Institute of International Affairs in Helsinki. The Fund for Peace in the United States has coordinated the initial work of the international planning committee.

Another member of the planning committee is **Raimo Vaerynen**, Professor of International Relations at the University of Helsinki and a former Director of the Tampere Peace Research Institute (TAPRI) in Finland. Mr. Vaerynen spoke on the UN and Conflict Resolution at a seminar organized by the Institute in the spring in Ottawa.

■ In June, the Institute sponsored a seminar entitled 'Options for Co-operation in Information

Services' in Ottawa. The twenty invited librarians and resource persons, all of whom came from institutes which specialize in the area of peace and security, discussed methods of co-operation and resource-sharing.

The Institute library is providing a small collection of books to a selected number of regional public libraries.

■ **Geoffrey Pearson**, Executive Director of the Institute, attended a conference sponsored by the International Institute for Strategic Studies in Kyoto, Japan in early September. Participants discussed a number of subjects under the general theme 'East Asia, the West and International Security - Prospects for Peace.'

■ The Secretary-Treasurer of the Institute, **John Toogood**, moderated a panel discussion sponsored by the Ottawa Peace Resource Centre at St. Paul's

*Canadian Institute for
International Peace and Security*
307 Gilmour Street
Ottawa, Ontario
K2P 0P7

Vancouver. The workshop was part of the convention of the World Confederation of Organizations of the Teaching Profession (WCOTP). Bringing

to uranium exports. Copies may be obtained by writing to the Institute.

NEW AWARDS PROGRAMME

This fall the Institute is introducing a new Awards Programme. Funds will be made available for both scholars and non-academics to enter or re-enter the field of international peace and security studies. This Awards Programme is intended to:

- Promote Canadian expertise in the field of peace and security, specifically in the areas of disarmament, defence, arms control and conflict resolution; and,
- Provide opportunities for Canadians to study abroad in the centres of expertise of their choice (subject to the approval of the Institute).

Applicants must be Canadian citizens or permanent residents and hold a first University degree or, in the case of non-academics, have equivalent experience or demonstrated ability.

The Institute has set aside \$120,000 to award two fellowships, valued at a maximum of

\$25,000 each; and five scholarships, valued at up to \$14,000 each. Decisions on the precise amount of each award and the number of awards in each category will be made by an independent selection committee.

The Association of Universities and Colleges of Canada (AUCC) will act as agent on behalf of the Institute. The deadline for applications for the academic year beginning September 1987 is 1 February 1987, but note that the award will be made conditional to acceptance by the chosen institution.

For further information and application forms, please write to:

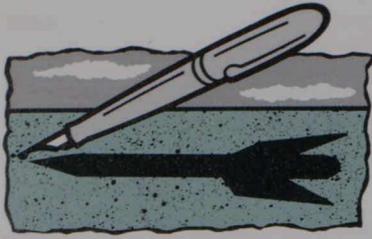
Scholarship
Administration Services
*Association of Universities and
Colleges of Canada*
151 Slater Street
Ottawa, Ontario
K1P 5N1

IVème conférence internationale de droit constitutionnel , Ste-Foy. Paix, relations internationales et respect des droits humains, 10-13 juin 1986.	10,000
La coopérative de théâtre des Bois-Francis , Victoriaville. Il y a de la paix sur la planche, septembre - novembre 1986.	5,000
Les productions Vent d'est , Montréal. Mémoire d'une guerre oubliée.	9,900
Marquis Project Inc. , Brandon. Book: Families Living with Global Awareness, Spring 1987.	4,000
Niagara Peace Movement , Welland. Peace Promotion 1986, 9-14 September 1986.	3,400
Peace Education Coalition , Burnaby. Youth Forums Project, Fall 1986 to Spring 1987.	5,000
PEACEFUND Canada , Ottawa. Development of international fund for peace-related projects.	5,000
Peace Magazine , Toronto. Distribution of <i>Peace Magazine</i> .	9,000
Peace Parties Network , Ottawa. Strategies for Peace, 1 September 1986 to 28 February 1987.	2,900
Peace Research Institute , Dundas. Book: How we Work for Peace, October 1985 to September 1986.	6,400
Rotary Club of Victoria Harbourside , Victoria. Soviet Friendship Exchange, August or September, 1986.	2,000
Science for Peace , Toronto. Public Lectures in Peace Studies, 1 January to 31 December 1986.	5,000
Service d'information sur le désarmement , Montréal. Calendrier de la paix, août 1986 - juillet 1987.	5,200
Students Against Global Extermination , Montreal. The Youth Nuclear Disarmament Tour, 1 October 1986 to 31 May 1987.	5,000
Télé Université , Montréal. Pour comprendre le processus de paix, automne 1986.	7,500
Toronto Volgograd , Toronto. Exchange on Delegations, October 1986.	6,000
World Federalists of Canada , Ottawa. Canadian Mundialization Campaign, one year.	5,000
Youth Corps , Toronto. Book: Stories of the Heart: Weaving Peace Together, 11 May 1986 - ongoing.	2,500
TOTAL	\$213,800

RESEARCH GRANTS - First Quarter 1986-87

Honderich, John , Toronto. Arctic Research Project.	\$ 10,000
Matthews, Robert and Pratt, Cranford , University of Toronto. Workshop: Human Rights and Sources of Conflicts.	3,000
Miljan, Toivo , Sir Wilfrid Laurier University. Nordic Nuclear Weapons Free Zone.	6,637
Paul, Derek , Science for Peace. Survey of Canadian Scientists and their Expertise.	2,500
Regehr, Ernie , Conrad Grebel College. Defence Industry Database.	5,000
TOTAL	\$ 27,137

ARMS CONTROL DIGEST *By Jane Boulden*



Chemical Weapons

■ At the NATO meeting of the Defence Planning Committee during the week of 22 May 1986, the American decision to resume production of chemical weapons was accepted as part of the NATO force goals. Congress had approved the weapons subject to acceptance by NATO. The Netherlands, Belgium, Denmark and Norway stated they would not accept the weapons on their territory even during a crisis. Germany agreed to accept them in a crisis provided they were not the only Alliance member to do so. Although Alliance members agreed that the United States should begin production of new binary weapon shells, the Communiqué issued after the meeting confirmed NATO resolve to continue to seek a worldwide ban on chemical weapons.

Both the Soviet Union and the United States continue to state that they want a worldwide ban on chemical weapons. Negotiations on such a ban are continuing at the Conference on Disarmament in Geneva.

Nuclear and Space Arms Talks (NST) in Geneva

■ Soviet negotiator Viktor Karpov outlined a new Soviet proposal on strategic nuclear arms at the 11 June plenary meeting in Geneva. Calling the proposal an interim option the Soviets suggested a limit of 8,000 on strategic nuclear "charges" and a ceiling of 1,600 on strategic nuclear delivery vehicles. Sea-launched cruise missiles (SLCMs) deployed on sub-

marines were included under the nuclear charges ceiling. US forward-based systems in Europe would be excluded from the ceilings but the Soviets proposed that these weapons be frozen at their present level.

On 29 May 1986 the Soviet Union tabled a new proposal on space arms in which the Soviets stated that they would agree to deep reductions in strategic offensive arms if the US would agree not to withdraw from the Anti-Ballistic Missile (ABM) Treaty for 10-20 years.

In a letter to Gorbachev sent on 25 July, President Reagan outlined the American response to Soviet proposals. The letter is reported to suggest that the US was willing to delay deployment of SDI for 5-7 years during which time both sides would continue research on new technologies. At the end of the 5-7 year period either both sides would deploy defences or the United States would deploy on its own.

SALT II (Strategic Arms Limitation Treaty)

■ On 27 May 1986, President Reagan stated that the United States would dismantle two Poseidon submarines. Although this decision kept the US within the limits of the SALT II Treaty, President Reagan also announced that the United States would make future decisions on strategic nuclear force deployments based on the nature of the

Soviet threat and not on the limits outlined in the SALT II Treaty.

The Soviet Union responded by stating that, once the US exceeded the SALT II limits, the Soviet Union would consider itself free of these limits as well as those of the 1972 Interim Agreement (SALT I) and would make appropriate increases in its strategic forces in order to maintain a situation of parity. The USSR requested a special session of the Standing Consultative Commission (SCC) to discuss the SALT II Treaty. The session accomplished little of substance. The United States stated that, after the October session of the SCC, the United States would no longer be willing to discuss the SALT I and SALT II Treaties at the SCC and would discuss only the ABM Treaty.

MBFR (Mutual and Balanced Force Reduction Talks, Vienna)

■ The Soviet Union tabled a new proposal on 11 June 1986. The proposal calls for reductions of 25% in ground troops and tactical air forces in Europe over a period of ten years, with initial reductions of 150,000 troops in the first two years. In a new twist, the proposal also includes nuclear missiles with ranges under 600 miles. The proposal, also known as the second Budapest appeal, attempts to apply the reduction schedule to *all* troops and conventional weapons deployed by NATO and the Warsaw

Pact in Europe. Previously the talks had concentrated on troops and weapons stationed in specific states of each alliance.

Comprehensive Test Ban

■ In mid-May the unilateral Soviet moratorium on nuclear testing was extended by General Secretary Gorbachev until 6 August 1986, and on 18 August Mr. Gorbachev extended the moratorium again until 1 January 1987. Bilateral talks between the US and Soviet Union on testing issues began in Geneva on 25 July and ended on 31 July. The Soviet Union expressed its willingness to negotiate a complete ban on nuclear testing and the United States emphasized the need to improve verification methods for the Threshold Test Ban Treaty and the Peaceful Nuclear Explosions Treaty. Both sides agreed to meet again in September. As the result of an agreement reached between the privately-funded American Natural Resource Defence Council and the Soviet Academy of Sciences, scientists have been permitted to set up seismic stations near Semipalatinsk in the Soviet Union.

Conference on Disarmament in Europe (CDE)

■ Delegates wanted to reach some form of agreement before the 19 September CSCE preparatory meeting in Vienna. Adjustments in positions have been made by both sides. The Soviet Union has accepted on-site and aerial inspections of troop formations from East Germany to the Urals and the United States has agreed to notify the Soviet Union if it sends a large number of troops to Europe. Negotiations continue over a non-aggression accord and over the number of on-site inspections allowed yearly.

Early Warning

November	CSCE Review Conference
Undetermined	US/USSR Summit
December	Deployment of 131st B-52 Bomber equipped with cruise missiles, taking the US over the SALT II limits unless other systems are dismantled Deployment of first 10 MX missiles in Wyoming
January 1987	End of unilateral Soviet testing moratorium

REPORT FROM THE HILL *By Gregory Wirick*



■ At the end of August the Deputy Prime Minister, Don Mazankowski, caught the opposition parties off guard by announcing that Parliament would prorogue until October 1st. Parliament had been expected to reconvene in the second week of September.

Prorogation upset the plans of many parliamentary committees since it automatically ended their work and even the composition of the committees themselves until Parliament reassembles in October and has a chance to reconstitute them. There is also the possibility that the government will choose new membership for certain committees when it selects a new group of parliamentary secretaries, expected early in October. In any case, prorogation means that the bulk of committee work is stalled until mid- or even late October.

But the extra time will give the government a breathing space in which to try and devise a fool-proof strategy to maintain control of the political agenda, which in the past has appeared beyond them. Central to this plan is a Speech from the Throne that will sketch in broad outline what the government intends to do in the remaining two years of its term.

It will be intriguing to watch for foreign or defence policy initiatives in the Throne Speech that may be based on the report of the Special Joint Committee on Canada's International Relations (also known as the Hockin-

Simard committee after its two co-chairmen) which was tabled in Parliament on 26 June.

The 196-page report, consisting of 11 chapters on different aspects of Canadian foreign policy and 130 recommendations, represented the culmination of an 11-month investigation by the 20-person committee made up of 12 Conservatives, 5 Liberals and 3 New Democrats.

It was the first comprehensive foreign policy review since the Trudeau government's 1970 effort, *Foreign Policy for Canadians*. Furthermore, it was the first such review ever conducted by a parliamentary committee, reflecting the Conservative government's desire to open up some of the traditionally elite functions of government policy-making to greater public scrutiny (hence the coast-to-coast hearings).

Among the more newsworthy recommendations were the following:

- a more independent security policy for Canada, with greater reliance on Canadian sources of information and analysis;
- an intensification of Canadian efforts, both multilaterally and bilaterally, to win acceptance for the comprehensive set of arms control measures already enunciated by the government, namely:
 1. A mutually agreed and verifiable radical reduction of nuclear forces and associated measures to enhance strategic stability. The latter should include, in particular, reaffirmation of the Anti-Ballistic Missile Treaty, interpreted strictly as prohibiting all but basic research on defensive systems.
 2. The maintenance and strengthening of the nuclear non-proliferation régime.
 3. The negotiation of a global ban on chemical weapons.
 4. The achievement of a comprehensive test ban treaty that will be mutually verifiable.

5. The prevention of an arms race in outer space.

6. Agreement on confidence-building measures sufficient to permit the reduction of conventional military forces in Europe and elsewhere;

- an immediate study of long-term defence requirements to discover how much additional expenditure would be necessary to complete the task of re-equipping the armed forces over the next ten years;
- the development of a coherent arctic policy, an essential element of which must be a northern dimension for Canadian foreign policy;
- the possibility of equipping the Canadian navy with diesel-electric submarines to provide more adequate surveillance of the Northwest Passage;
- to seek, in cooperation with other arctic or nordic nations, the demilitarization of the arctic through pressure on both superpowers;
- far greater emphasis on human rights concerns – “the international promotion of human rights is a fundamental and integral part of Canadian foreign policy”;
- endorsement of a previous committee's recommendation that Canadian development assistance be reduced, terminated or not commenced in cases where gross and systematic violations of human rights make it impossible to promote the central objective of helping the poor;
- the government should consider making significantly greater use of reserve forces for UN peacekeeping service;
- Canada should move immediately to impose full economic sanctions against South Africa and seek their widest possible adoption by other countries;

■ Canada should explore the possibility of a new financial arrangement for the United Nations whereby no single nation would contribute more than an amount set so as to ensure that the organization is not unduly dependent on any one member.

The committee was forthright about security policy stating that “a priority for the government . . . should be to elaborate a Canadian perspective on strategic, arms control and disarmament issues.” They suggested a four-part approach consisting of: 1) recruiting and developing the kind of analytical expertise on which a more active Canadian role must be based; 2) the government must formulate its own judgements on these issues; 3) with this background the government could be more effective in pressing its views with other governments and in international forums; 4) the government should engage the public in a continuing dialogue on security policy.

Secretary of State for External Affairs Joe Clark welcomed the committee's report, calling it “a very valuable perspective”, and promised an official cabinet response when Parliament resumed in the fall. Press commentary was favourable with laudatory editorials appearing in the *Toronto Star*, the *Winnipeg Free Press* and the *Ottawa Citizen*. The Canadian Centre for Arms Control and Disarmament, which had been critical of the earlier report of the Standing Committee on External Affairs and National Defence, *NORAD 1986*, also welcomed the Joint Committee's suggestions, particularly those pointing to a greater emphasis on a Canadian perspective in security policy.

BIBLIOGRAPHY

NATO'S 'Two-Track' Decision

■ Buteux, Paul. "NATO and Long-range Theatre Nuclear Weapons: Background and Rationale" in *The Crisis in Western Security*, Lawrence S. Hagen, editor, St. Martin's Press, New York, 1982.

In this short, scholarly essay Buteux examines NATO's strategic and military rationale for deployment of cruise and Pershing II missiles, and generally finds it sound.

■ Freedman, Lawrence. *The Evolution of Nuclear Strategy*, The Macmillan Press Ltd., London, 1981.

In a chapter titled 'The European Dimension', Freedman gives a concise, readable account of the political struggles and strategic acrobatics which led both to independent French and British nuclear forces as well as to the deployment of US nuclear weapons in Europe.

■ Hampson, Fen Osler. "Escalation in Europe", in *Hawks, Doves and Owls*, Allison, Carnesale and Nye, editors, W.W. Norton, 1985 (distributed in Canada by Penguin Books).

Just how and why all those nuclear weapons in Europe might get used during an armed conflict between NATO and the Warsaw Pact is the subject of this essay.

■ Schwartz, David N. *NATO's Nuclear Dilemmas*, The Brookings Institution, Washington, D.C., 1983.

This book is a thorough exploration of the controversy (of which the two-track decision is only the latest episode) which has plagued the Western alliance's defence

strategy since its inception: the role of nuclear weapons and the American nuclear umbrella in the defence of Western Europe.

■ Zwicker, Barry. *War, Peace and the Media*, Sources, Toronto, 1985.

This 50 page monograph examines media coverage and popular perceptions in Canada of war and peace issues. The author concludes that Canadian mainstream media are witting and unwitting partners in the "arms chase".

The Caribbean

■ Anderson, Thomas D. *Geopolitics of the Caribbean: Ministates in a Wider World*, Praeger/Hoover Institution, New York, 1984.

Anderson presents a comprehensive and scholarly overview of the many Caribbean states from the perspective of US political and strategic interests.

■ Canadian Institute for International Affairs, "The Caribbean", *International Journal*, Vol. 40, Spring 1985.

Of particular interest in this issue, devoted entirely to economic and security problems of the Caribbean states, is "Militarization of the Caribbean: Concerns for National and Regional Security", by David A. Simmons.

■ *Central America and the Caribbean*, Arno Press/New York Times Company, New York, 1980.

A fascinating recounting, through more than a hundred years of stories from the pages of the *NY Times*, of United States involvement in and attitude towards the nations of the Caribbean.

■ Commonwealth Secretariat, *Vulnerability: Small States in the Global Society*, Report of a Commonwealth Consultative Group, Marlborough House, London, 1985.

This dense (in the way committee authored reports usually are) but extremely valuable book surveys the economic, political and security problems to which small states are particularly prone.

■ Fenton, Thomas P. and Mary J. Heffron, *Latin America and the Caribbean: A Directory of Resources*, Orbis Books, Maryknoll, New York, 1986.

A comprehensive list of books, films and other resources on the region compiled from a left-of-centre political perspective.

■ MacFarlane, S.N. *Superpower Rivalry and Soviet Policy in the Caribbean*, CIIPS Occasional Paper #1, Canadian Institute for International Peace and Security, Ottawa, 1985.

This paper examines Soviet policy in the Caribbean region in general and its effects on the economic and political stability of Central American states in particular.

■ Segal, Aaron. "Caribbean Realities", in *Current History*, Vol. 84, no. 500, March 1985.

A concise, readable survey of contemporary Caribbean problems and promises. With numerous references to longer, more detailed works.

India, Pakistan and the Bomb

■ Kapur, Ashok. "Nuclear Proliferation in the 1980's", *International Journal*, Vol. 36, no.3, Summer 1981.

Kapur considers the non-proliferation treaty "a bad move, and a lost opportunity" because it lacks credibility in the eyes of non-nuclear states.

■ Nye, Joseph. "The Logic of Inequality", *Foreign Policy*, Summer 1985.

Nye (in contrast to Kapur) argues that the NPT works; that "most states are likely to accept some ordered inequality in weaponry" because the alternative appears even more dangerous.

■ Rais, Rasul B. "Pakistan's Nuclear Program: Prospects for Proliferation", *Asian Survey*, Vol. 25, no. 4, April 1985.

This is a detailed, often technical account of the state of Pakistan's nuclear capability.

■ Spector, Leonard S. *The New Nuclear Nations*, Vintage Books, New York, 1985.

Details of current events and intrigues give this report from the Carnegie Endowment for International Peace a fast-paced, readable style. With a glossary at the back, it is accessible to the general reader, and with extensive end-notes and appendices, is sufficiently well-documented to be useful to the researcher.

GENERAL

■ *The Dismantler*, a quarterly publication of Operation Dismantle, Inc., Box 3887, Station C, Ottawa, K1Y 4M5. \$20/year individual membership; \$5 for library only.

This publication provides commentary on disarmament issues, arms control developments, and serves as newsletter among Dismantle's twenty branches.